

LE BIOALIMENTAIRE ÉCONOMIQUE

BILAN DE L'ANNÉE 2022



AVANT-PROPOS

Le document *Le Bioalimentaire économique – Bilan de l'année 2022* offre un portrait de l'industrie bioalimentaire du Québec ainsi qu'un aperçu de la conjoncture économique mondiale pour l'année 2022.

Les situations retenues illustrent la performance de chacun des secteurs de l'industrie bioalimentaire, soit l'agriculture et les pêches, la transformation, le commerce de détail et la restauration. Ce bilan contient également une analyse des principaux facteurs sous-jacents à cette performance, notamment la conjoncture économique, l'évolution de la demande intérieure et la dynamique des échanges internationaux.

Ce portrait de l'industrie bioalimentaire du Québec paraît dans un contexte marqué par les pressions inflationnistes et la hausse des taux d'intérêt qui ont mis à rude épreuve cette industrie au Québec et au Canada. Les principaux maillons de l'industrie bioalimentaire au Québec ont néanmoins affiché de solides performances de leur chiffre d'affaires en 2022. Dans le cas de l'agriculture et de la transformation alimentaire, une bonne part de la croissance est tributaire de la hausse des prix de vente, bien que des hausses de volumes aient également été de la partie. Les recettes de la restauration commerciale au Québec ont poursuivi le redressement amorcé en 2021 et ont surpassé, en 2022, leur niveau d'avant la pandémie. Sur le plan international, la reprise amorcée en 2021 s'est poursuivie à l'échelle mondiale, mais à un rythme moins soutenu.

SOMMAIRE DU BILAN

1. LES CHIFFRES CLÉS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2022	7
2. LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE	13
2.1 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE	13
2.2 LA CONJONCTURE BIOALIMENTAIRE	16
3. LE PIB RÉEL, LES INVESTISSEMENTS ET LES EMPLOIS	23
4. LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS ET LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS	31
4.1 LE COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE	34
4.2 LES SERVICES ALIMENTAIRES (RÉSEAU HRI)	35
5. LES ÉCHANGES COMMERCIAUX	39
6. LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS, DES BOISSONS ET DES PRODUITS DU TABAC	45
7. LA PÊCHE MARITIME ET LA TRANSFORMATION DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER	51
8. L'AGRICULTURE	57
9. LA DYNAMIQUE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC	61
ANNEXES	64



1 LES CHIFFRES CLÉS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2022

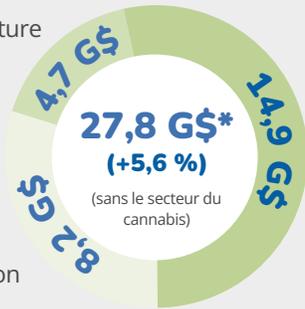
PIB BIOALIMENTAIRE**

(+4,9 %)

PIB de l'agriculture et des pêches

(-0,4 %)

PIB de la transformation alimentaire



(+9,3 %)

PIB du secteur tertiaire***

DEMANDE

ALIMENTAIRE

AU QUÉBEC

59,6 G\$
(+13,1 %*)

53,4 %

Part des produits consommés provenant des fournisseurs du Québec

39,8 G\$
(+7,0 %)

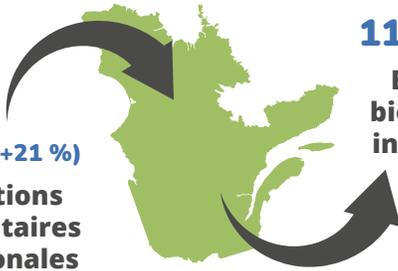
Ventes dans le commerce de détail alimentaire et les circuits courts

19,8 G\$
(+28,0 %)

Ventes des services alimentaires (HRI)

9,7 G\$ (+21 %)

Importations bioalimentaires internationales



11,4 G\$ (+10 %)

Exportations bioalimentaires internationales

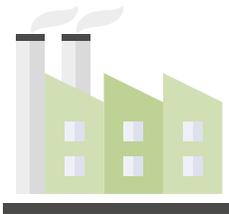


4,3 %

Hausse des prix à la consommation des boissons alcoolisées

9,2 %

Hausse des prix à la consommation des aliments et boissons non alcoolisées



Plus de 75 000
Entreprises



3,3 G\$ (-8,8 %)
Investissements



517 483
Emplois****
(34 874 étant nouveaux)



12,1 G\$
(+13,6 %)

Recettes monétaires agricoles du marché

12,8 G\$
(+13,9 %)

Recettes monétaires agricoles totales



36,7 G\$ (+5,8 %)

Livraisons manufacturières

* Progression par rapport à l'année 2021.

** Il s'agit du PIB réel aux prix de base (en dollars enchaînés de 2012), y compris une estimation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), pour les autres détaillants (ex. : Walmart), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics). Les données du PIB réel présentées pour l'industrie bioalimentaire et ses secteurs ne prennent pas en compte le cannabis, sauf mention contraire.

*** Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).

**** À noter que dans ce document, les données de l'emploi ne tiennent pas compte des révisions historiques de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), effectuées par Statistique Canada le 30 mars 2023.

Note : le symbole « G\$ » signifie « milliards de dollars » et le symbole « M\$ », « millions de dollars ».

LES PRESSIONS INFLATIONNISTES ONT MARQUÉ L'ANNÉE 2022

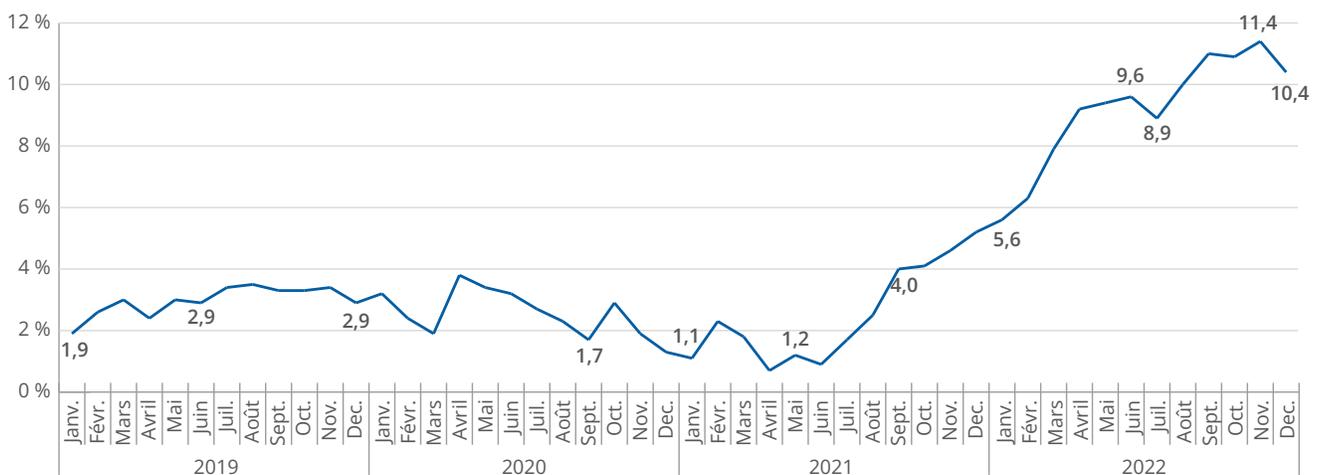
L'industrie bioalimentaire du Québec a été mise à rude épreuve en 2022 par différents facteurs qui ont exacerbé les pressions inflationnistes amorcées en 2021. La guerre en Ukraine et la hausse des taux d'intérêt sont venues s'ajouter à une augmentation des prix des intrants agricoles et des denrées de base dont les impacts se sont répercutés sur l'ensemble de la chaîne alimentaire, soit de la ferme à l'épicerie, et ultimement sur les dépenses alimentaires des consommateurs.

Dans ce contexte, les principaux secteurs de l'industrie bioalimentaire au Québec ont affiché une croissance marquée de leurs ventes en 2022. En ce qui concerne l'agriculture et la transformation alimentaire, une bonne part de cette croissance a été tributaire de la hausse des prix de vente. Les ventes des magasins d'alimentation ont aussi été soutenues par les prix des aliments et des boissons. De plus, on a assisté à un fort redressement des ventes du secteur de la restauration commerciale, résultant à la fois de l'appréciation des prix et de la croissance du volume grâce à la demande plus forte des consommateurs québécois et au retour des touristes.

LA HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES A ATTEINT DES SOMMETS HISTORIQUES EN 2022

- Au Québec, l'augmentation annuelle des prix des aliments et des boissons non alcoolisées a atteint 9,2 % en 2022 comparativement à 2021. Les consommateurs ont vécu une montée des prix de mois en mois qui s'est soldé par des hausses annuelles fulgurantes.
- L'inflation a touché toutes les catégories de produits alimentaires vendus aux consommateurs, mais surtout les huiles et les matières grasses (+27,2 %), les produits de boulangerie et céréaliers (+11,7 %), les fruits (+9,8 %) et le poisson (+9,7 %).
- Cette poussée inflationniste s'est aussi exercée sur les prix des intrants, dont l'énergie, et des engrais, ce qui a eu pour conséquence d'accroître les coûts de production de manière générale dans tous les secteurs.

FIGURE 1.1 | VARIATION SUR 12 MOIS DES INDICES MENSUELS DES PRIX À LA CONSOMMATION DES ALIMENTS, DE 2019 À 2022



Source : Statistique Canada, indice des prix à la consommation, tableau 18-10-0004-01; compilation du MAPAQ.

LES PRESSIONS INFLATIONNISTES ONT ALIMENTÉ EN GRANDE PARTIE LA CROISSANCE DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE

La demande alimentaire au Québec a affiché une croissance de 13,1 % par rapport à 2021

- La demande alimentaire au Québec est estimée à 59,6 G\$ pour l'année 2022. Sans l'effet des prix (inflation), elle afficherait une progression de 3,7 %. Cette évolution de la demande en volume est attribuable en partie à l'accroissement de 1,1 % de la population, mais surtout à une demande plus forte des consommateurs dans le secteur de la restauration (ménages québécois, touristes, etc.).
- En plus de l'augmentation des prix des ingrédients alimentaires et des aliments, la forte reprise dans le secteur des services alimentaires et le redressement des recettes de la restauration ont été soutenus par la levée des mesures sanitaires, un engouement des ménages, le retour des touristes et la reprise graduelle du travail en présentiel.

Les livraisons de la transformation alimentaire ont continué de croître à un rythme soutenu

- La valeur des livraisons (ventes) manufacturières de la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac est estimée à 36,7 G\$ pour l'année 2022, ce qui représente une hausse de 5,8 % par rapport à 2021.
- Malgré cette croissance, qui est légèrement supérieure à celle de l'année 2021 (5,0 %), la performance du Québec se situe en dessous de celles du Canada (11,0 %) et de l'Ontario (13,0 %).
- La croissance des livraisons manufacturières a été principalement portée par des hausses de prix de 10 % dans le secteur des aliments et de 8 % dans celui des boissons selon l'Indice des prix des produits industriels (IPPI), vendus aux limites de l'établissement.

Les recettes monétaires agricoles tirées du marché ont affiché des niveaux records

- Les recettes monétaires agricoles tirées du marché ont connu une forte croissance de 14 % en 2022 au Québec pour atteindre 12,1 G\$.
- Ce résultat est grandement attribuable à l'augmentation de 23 % observée dans les productions végétales. D'ailleurs, pour la première fois, les ventes agricoles relatives à ces productions ont dépassé le seuil des 5,0 G\$, s'établissant à 5,2 G\$. La vigueur de la demande mondiale d'importation pour le maïs, les chocs et les inquiétudes occasionnés par la guerre en Ukraine et de mauvaises récoltes de soya en Amérique du Sud ont propulsé vers le haut les prix internationaux de ces denrées, desquels sont tributaires les prix payés aux producteurs du Québec.
- Dans les productions animales, la croissance a également été élevée et s'est établie à 7 % pour un montant de 6,9 G\$.

La valeur des exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec a retrouvé un niveau de croissance supérieur à 10 %

- Dans un contexte inflationniste mondial, les exportations bioalimentaires du Québec ont atteint un autre sommet de 11,4 G\$ en 2022 avec une hausse de 11 % par rapport à l'année précédente (+11 % en 2020 et +3 % en 2021).
- Cependant, la croissance des exportations du Québec a été moins rapide que celles de l'Ontario (+21 %) et de l'ensemble du Canada (+13 %).
- Presque tous les groupes de produits bioalimentaires du Québec ont contribué à la croissance de la valeur des exportations de l'ensemble de l'industrie bioalimentaire québécoise en 2022, à l'exception des secteurs de la viande porcine, des poissons et des fruits de mer de même que des oléagineux.

L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE A APPORTÉ UNE CONTRIBUTION IMPORTANTE À L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC EN 2022

Le PIB bioalimentaire a presque retrouvé son niveau prépandémique

- Le PIB réel de l'industrie bioalimentaire au Québec s'est élevé à 27,8 G\$ en 2022, ce qui correspond à une croissance de 5,6 %. Cette performance observée une deuxième année de suite a permis au PIB bioalimentaire de presque retrouver son niveau prépandémique (28,0 G\$).
- Cette croissance est principalement due au relèvement de près de 22,6 % du PIB réel de la restauration commerciale et des débits de boissons. Celui-ci avait augmenté de 15 % en 2021 après avoir chuté de 38 % en 2020.
- Pour le secteur tertiaire bioalimentaire, y compris la restauration commerciale, les magasins d'alimentation et les grossistes agricoles et alimentaires, le PIB a connu une forte hausse de 9,3 %, mais le recul de 2020 n'est pas entièrement comblé.
- Enfin, le PIB a augmenté de 4,9 % en ce qui concerne l'agriculture et les pêches, tandis qu'il a légèrement baissé pour la transformation alimentaire (-0,4 %).

L'industrie bioalimentaire a presque récupéré les emplois perdus en 2020

- En 2022, la majorité des secteurs bioalimentaires ont récupéré les emplois perdus au cours de la pandémie de COVID-19. Dans l'ensemble, l'année 2022 s'est soldée par un gain de 34 874 travailleurs par rapport à 2021, soit une hausse de 7,2 % pour un nombre total de 517 483 emplois bioalimentaires. Ce nombre équivaut à 97 % des emplois de l'année 2019, soit celle ayant précédé le début de la pandémie.
- Néanmoins, le marché du travail reste confronté à des défis qui persistent, comme la pénurie de main-d'œuvre, particulièrement dans les secteurs de la restauration et des débits de boissons ainsi que de la transformation alimentaire.

Les investissements des entreprises se sont maintenus à des niveaux élevés

- De 2020 à 2022, les investissements dans l'industrie bioalimentaire ont été en moyenne de 3,5 G\$ par année, soit 0,6 G\$ de plus que de 2017 à 2019. La croissance de ces investissements a été soutenue par presque tous les secteurs de l'industrie.
- En 2022, ces investissements ont été stimulés, entre autres, par des conditions favorables sur les marchés dans plusieurs secteurs (prix et forte demande), de bas taux d'intérêt jusqu'à la mi-année et la volonté des entreprises d'accroître leur production et leur productivité ainsi que de se moderniser.
- Pour l'ensemble de l'agriculture, des pêches et de la transformation alimentaire, de 2020 à 2022, les investissements se sont élevés à 7,0 G\$ au total ou à 2,3 G\$ pour ce qui est de la moyenne annuelle, ce qui représente une croissance de 23,1 % par rapport à la période 2017-2019.



2 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE

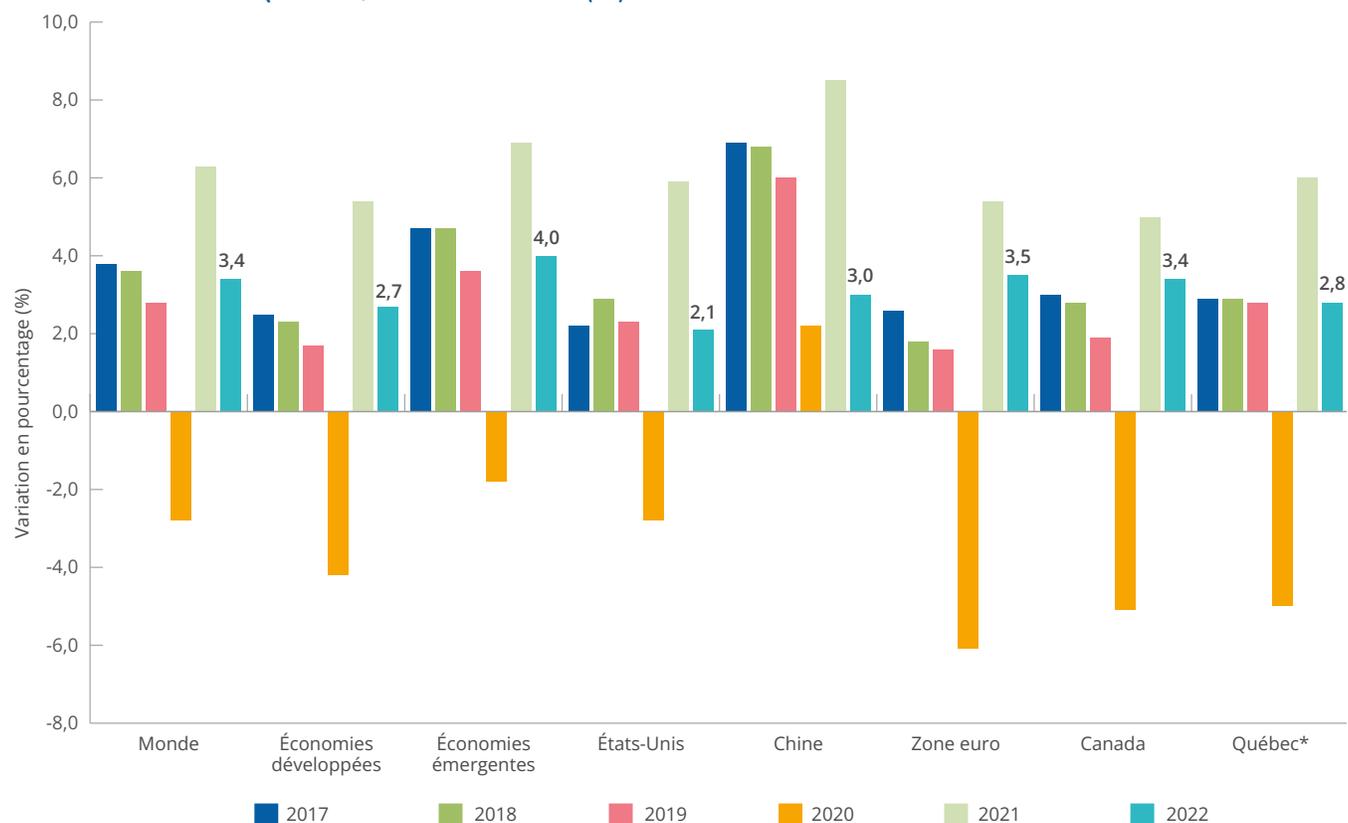
2.1 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La croissance économique a encore été au rendez-vous en 2022, une année marquée par les pressions inflationnistes

Après la forte reprise observée en 2021, la croissance économique s’est poursuivie en 2022, mais à un rythme plus modeste au Québec, au Canada et à l’échelle mondiale. L’activité économique a en effet bénéficié de l’assouplissement des mesures sanitaires liées à la pandémie de COVID 19 après la vague causée par le variant Omicron en début d’année. La principale exception a été la Chine, où la politique « zéro COVID » a contribué à un important ralentissement économique selon ses standards historiques et à maintenir des pressions sur les chaînes d’approvisionnement.

Selon les dernières données du Fonds monétaire international (FMI), l’économie mondiale a enregistré une croissance de 3,4 % en 2022. L’augmentation affichée dans les pays émergents et en développement (+4,0 %) a de nouveau surpassé celle observée dans les pays les plus développés (+2,7 %). Toutefois, les écarts entre les taux de variation de ces deux ensembles de pays en 2021 (1,4 point de pourcentage) et en 2022 (1,3 point de pourcentage) étaient les plus faibles depuis 1999¹.

FIGURE 2.1 | VARIATION DU PIB RÉEL DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS DU MONDE, AU CANADA ET AU QUÉBEC, DE 2017 À 2022 (%)



* PIB réel selon les dépenses, Institut de la statistique du Québec (mars 2023).

Sources : Fonds monétaire international (avril 2023), Statistique Canada (février 2023) et Institut de la statistique du Québec (mars 2023); compilation du MAPAQ.

1 Pour plus de détails sur la situation économique dans les pays émergents et en développement, on peut se référer à l'article suivant de la Banque mondiale (janvier 2023) : [Les pays en développement vont subir un ralentissement net et durable de l'activité économique.](#)

Pour ce qui est des pays les plus développés, le Royaume-Uni (+4,0 %), la zone euro (+3,5 %) et le Canada (+3,4 %) ont présenté les croissances les plus importantes, devançant les États-Unis (+2,1 %), le Japon (+1,1 %) et les autres économies les plus développées, à l'exception du G7 et de la zone euro (+2,6 %). Le Québec a, pour sa part, affiché une croissance de 2,8 % qui se situait à mi-chemin entre celles des États-Unis et du Canada.

Apparues avec la relance en 2021, les pressions inflationnistes ont représenté le fait marquant de l'année 2022. Elles ont été accentuées par la guerre qui sévissait en Ukraine et ont notamment été alimentées par la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Dans la plupart des principales économies, le taux annuel d'inflation a atteint des seuils inégalés en 30 ou en 40 ans. Au Québec comme ailleurs, les consommateurs ont été confrontés à la hausse du coût de la vie et des prix des biens de première nécessité, comme les aliments.

Afin d'endiguer l'inflation élevée, les autorités monétaires ont relevé leurs taux directeurs à plusieurs reprises. À l'échelle internationale, ce contexte a pu limiter la croissance économique durant la deuxième moitié de l'année. Bien que la croissance ait été au rendez-vous en 2022, plusieurs défis pesant sur l'économie mondiale étaient bien présents en fin d'année, notamment ceux liés aux chaînes d'approvisionnement, aux pressions inflationnistes, à la hausse du coût de la vie ainsi qu'à l'endettement des ménages.

La croissance économique a été solide au Québec et au Canada

Comme ailleurs dans le monde, le début de l'année 2022 au Québec et au Canada a été marqué par la vague de COVID-19 due au variant Omicron. Par la suite, les mesures sanitaires ont été assouplies et les dépenses des consommateurs ont été vigoureuses. La croissance économique a été robuste en 2022, mais elle s'est accompagnée d'une inflation élevée et d'un fort relèvement des taux d'intérêt.

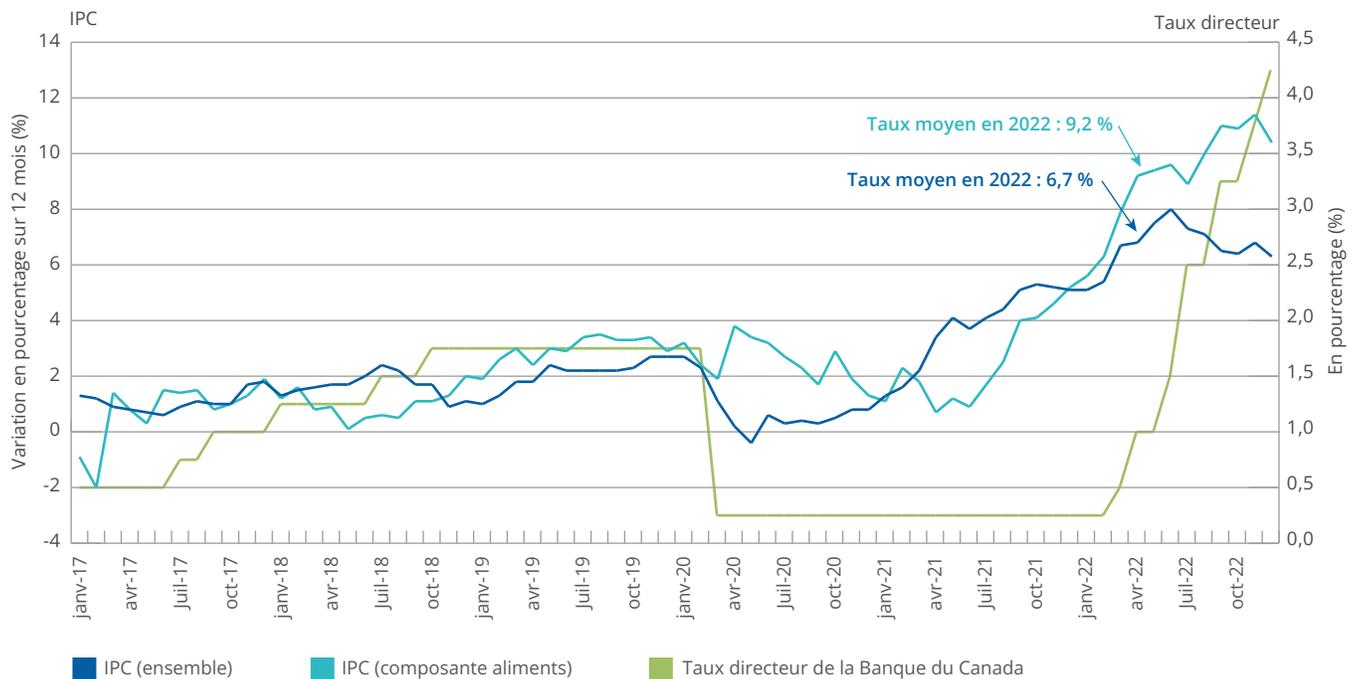
De plus, l'augmentation du PIB réel au Canada (+3,4 %) et au Québec en 2022 (+2,8 %)² a été soutenue par une hausse des dépenses liées à la consommation finale des ménages, en ce qui concerne principalement les services, et de celles des administrations publiques ainsi que par une progression des exportations de biens et de services³.

Le taux moyen d'inflation en 2022 s'est élevé à 6,8 % au Canada et à 6,7 % au Québec, ce qui est largement supérieur à la fourchette cible de la Banque du Canada (de 1,0 à 3,0 %). Cette dernière, pour juguler l'inflation, a procédé à sept hausses consécutives de son taux directeur, le faisant passer de 0,25 % à 4,25 %. Au Québec, un sommet de 8,0 % a été atteint en juin 2022 pour la variation du taux d'inflation sur 12 mois.

2 PIB réel selon les dépenses, Institut de la statistique du Québec (mars 2023).

3 En dollars enchaînés de 2012.

FIGURE 2.2 | VARIATION SUR 12 MOIS DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (ENSEMBLE) ET DE LA COMPOSANTE DES ALIMENTS AU QUÉBEC ET TAUX DIRECTEUR DE LA BANQUE DU CANADA (%), DE JANVIER 2017 À DÉCEMBRE 2022



Sources : Statistique Canada et Banque du Canada; compilation du MAPAQ.

Cette inflation et cette croissance ont permis aux gouvernements d'avoir des revenus budgétaires plus élevés que prévu. Dans ce contexte, les autorités gouvernementales, en particulier au Québec, ont adopté différentes mesures afin d'aider les consommateurs à faire face à l'inflation et à la hausse du coût de la vie.

Le marché du travail québécois a connu une bonne performance en 2022 avec la création de près de 130 000 emplois, tandis que le taux de chômage s'est établi à 4,3 %. Le problème de la rareté de main-d'œuvre est cependant demeuré un frein pour l'activité économique. À la fin de l'année, alors que l'inflation montrait des signes de fatigue, un ralentissement économique était palpable dans le sillage de la hausse des taux d'intérêt.

Le dollar canadien s'est établi sous les 80 cents face au dollar américain

Ce niveau du dollar canadien constitue généralement un élément de contexte plutôt favorable à l'industrie bioalimentaire au Québec, par exemple au regard de ses exportations. En 2022, des prix élevés pour des matières premières comme le pétrole et les métaux ont été enregistrés, alors que le relèvement des taux directeurs a généralement suivi la même progression au Canada et aux États-Unis. Le dollar canadien a toutefois fléchi, se négociant en moyenne à 0,77 \$ US comparativement à 0,80 \$ US l'année précédente. À la fin de 2021 et en 2022, on a assisté à un découplage plus marqué entre la valeur du dollar canadien et le prix du pétrole. Le rôle de la devise américaine comme valeur refuge en ces temps d'incertitudes économiques et géopolitiques a pu lui être favorable comparativement au dollar canadien.

FIGURE 2.3 | VALEUR DU DOLLAR CANADIEN (\$ CA) EN DEVISES AMÉRICAINES (\$ US) ET PRIX INTERNATIONAL DU PÉTROLE, DE 2012 À 2022



* Prix du baril West Texas Intermediate.

Sources : US Energy Information Administration et Banque du Canada; compilation du MAPAQ.

2.2 LA CONJONCTURE BIOALIMENTAIRE

Les prix internationaux des denrées alimentaires sont restés à des niveaux élevés en 2022

L'influence de la conjoncture internationale des prix des denrées alimentaires s'observe à divers égards du point de vue du Québec. Dans plusieurs secteurs de la production agricole, les prix payés aux producteurs locaux sont tributaires des prix de référence internationaux. Dans le cas de certaines denrées dont la production est moins importante ou absente au Québec, comme le sucre et plusieurs cultures à partir desquelles sont produites des huiles comestibles, les mouvements des prix internationaux n'en exercent pas moins leur effet sur le coût de production que doivent assumer les transformateurs et les prix au détail de divers produits alimentaires.

Après avoir bondi de manière exceptionnelle en 2021, les prix de référence internationaux des denrées agricoles ont, de façon générale, poursuivi sur cette lancée en 2022. En outre, la guerre en Ukraine, un important pays exportateur de céréales et de produits oléagineux, a causé des inquiétudes et des perturbations à l'égard de l'approvisionnement international pour ces denrées.

- Avant le conflit, l'Ukraine représentait plus de 13 % des exportations mondiales de maïs, d'orge ou de colza ainsi que 8 % des exportations de blé⁴.
- L'Ukraine comptait aussi pour la moitié des exportations mondiales d'huile et de tourteau de tournesol.
- Le conflit en Ukraine a entravé les voies habituelles d'exportation de céréales de ce pays par la mer Noire. Les stocks de report ukrainiens de maïs et de blé sont passés de 2 millions de tonnes (Mt) en 2021 à 11 Mt en 2022⁵.
- Les volumes de maïs, de blé et d'orge récoltés en Ukraine ont diminué de plus de 35 % en 2022⁶.

4 Au cours de l'année de commercialisation 2020-2021 selon le United States Department of Agriculture (USDA).

5 Selon l'USDA, il s'agit des stocks enregistrés à la fin des années de commercialisation 2020-2021 et 2021-2022. Un accord négocié par l'entremise de la Türkiye et des Nations unies a permis, en juillet 2022, l'ouverture d'un corridor maritime sécuritaire sur la mer Noire, ce qui a favorisé une reprise des exportations de l'Ukraine.

6 Selon les estimations de l'USDA pour les volumes récoltés durant l'année de commercialisation 2022-2023.

Dans ce contexte, l'effet des conditions de marché qui avait été à l'origine de la flambée des prix en 2021, loin de s'estomper, s'est accentué en 2022.

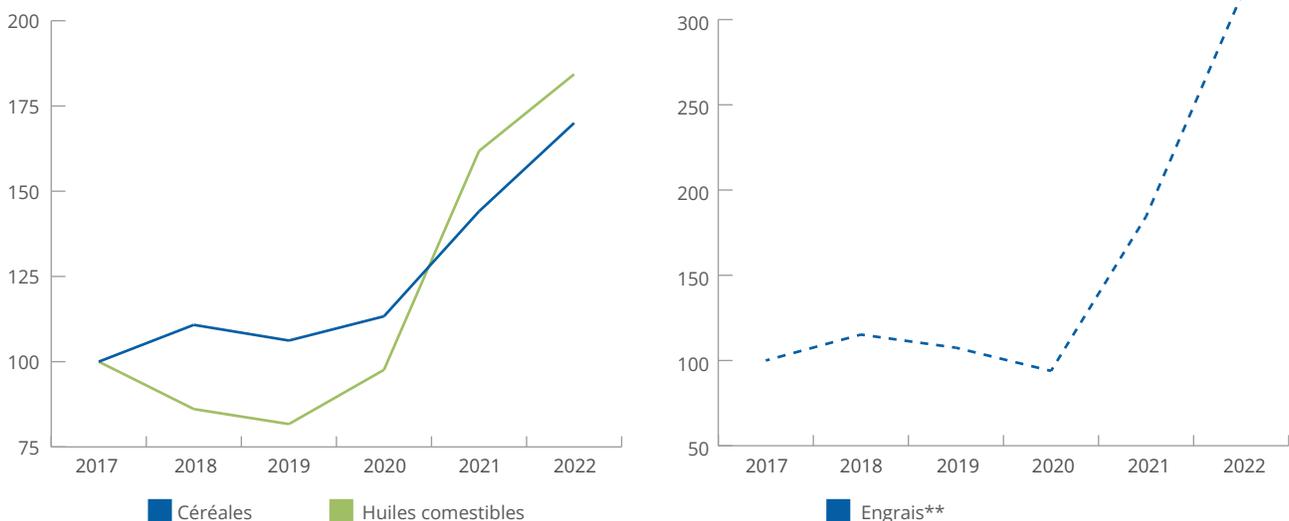
- La demande mondiale pour l'importation de maïs est demeurée vigoureuse.
- Les stocks mondiaux de blé sont à la baisse depuis deux ans, alors que la consommation globale de blé a progressé trois fois plus rapidement que la production mondiale durant cette période (7 % comparativement à 2 %).
- De mauvaises récoltes de soya en Amérique du Sud, l'impact appréhendé de la guerre sur les exportations ukrainiennes d'huile de tournesol, des restrictions momentanément imposées par l'Indonésie pour ses exportations d'huile de palme et la mauvaise récolte canadienne de canola en 2021 ont poussé les prix internationaux des oléagineux et des huiles végétales vers des sommets records durant la première moitié de l'année 2022.
- La production de viande porcine a diminué aux États-Unis pour une deuxième année consécutive en 2022, tandis que les éleveurs américains de bovins ont réduit la taille de leur cheptel.

De leur côté, les pressions à la hausse sur le coût des intrants utilisés en agriculture se sont intensifiées. Déjà, en 2021, le prix des engrais s'était envolé à l'échelle internationale sous l'effet de la forte demande des producteurs (encouragée par les prix élevés des céréales), des contraintes en matière d'approvisionnement, de la crainte d'un manque de disponibilité et d'un bond du coût de l'énergie⁷. La guerre en Ukraine a contribué à une hausse supplémentaire du prix des engrais en 2022, notamment pour deux raisons :

- D'abord, la Russie est l'un des plus importants pays producteurs et exportateurs d'engrais. Sans viser directement les exportations d'engrais effectuées par la Russie, les sanctions internationales ont pu restreindre indirectement l'offre des fournisseurs de logistique intermédiaire pour le commerce des engrais, comme le transport et les assurances⁸.
- Ensuite, les pays européens ont voulu s'affranchir de leurs importations de gaz naturel provenant de la Russie. Cela a encouragé une flambée des prix de cette ressource, qui est utilisée notamment dans la fabrication de certains types d'engrais.

Dans le secteur de l'élevage, tout comme en 2021, la hausse du prix des céréales en 2022 s'est répercutée sur le coût de l'alimentation des animaux.

FIGURE 2.4 | INDICES DES PRIX INTERNATIONAUX DES CÉRÉALES, DES HUILES COMESTIBLES ET DES ENGRAIS, DE 2017 À 2022 (2017 = 100*)



* Les indices d'origine ont été convertis en année de base 2017 = 100.

** Le phosphate, la potasse et l'urée sont inclus.

Sources : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et FMI; compilation du MAPAQ.

7 Le coût des engrais est notamment lié au prix du gaz naturel.

8 Le Canada est l'un des seuls pays ayant appliqué directement, sous forme de tarifs, des sanctions à l'égard des engrais en provenance de la Russie. En général, les sanctions commerciales internationales n'ont pas visé ces engrais ni les entreprises impliquées dans la logistique intermédiaire de leur commerce. Toutefois, des sources indépendantes ont rapporté que de nombreuses entreprises ont quand même préféré se tenir à l'écart des activités intermédiaires liées au commerce international d'engrais russes.

Au Québec, les prix du maïs et du soya ont suivi le mouvement à la hausse des prix internationaux

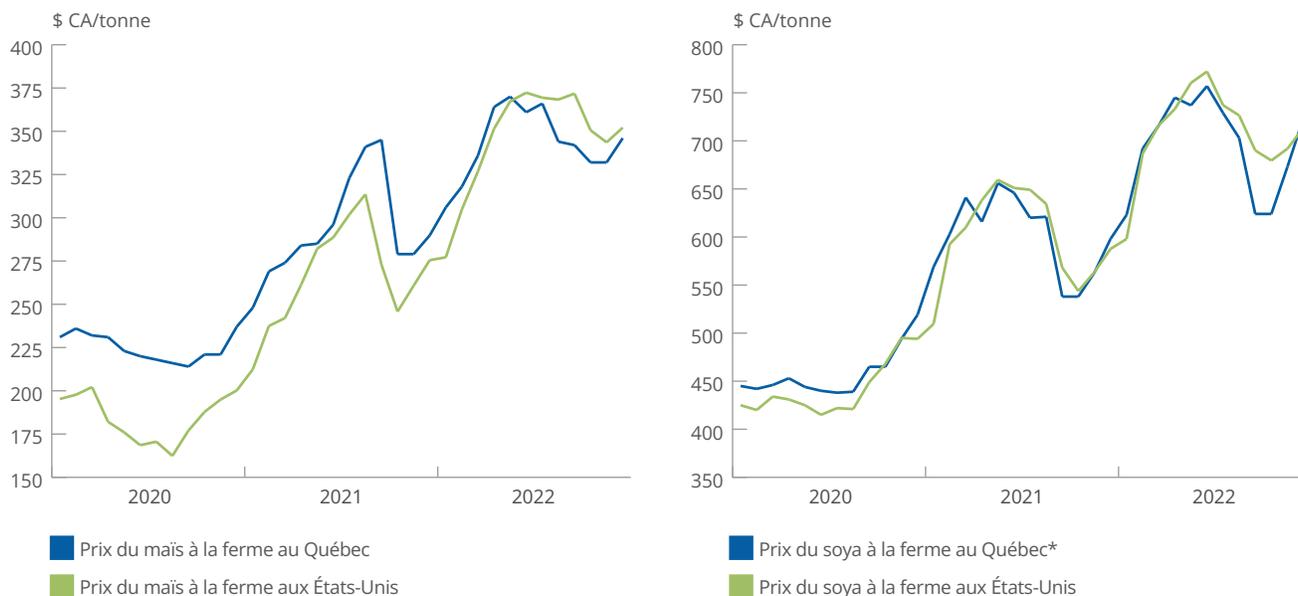
Les prix payés aux producteurs de maïs et de soya au Québec ont largement été tributaires de l'évolution des prix internationaux en 2022. Ils ont généralement suivi le mouvement à la hausse des prix constaté aux États-Unis, plus spécifiquement de leur équivalent en dollars canadiens. Ce mouvement s'observait déjà au cours de l'année 2021 et, de façon générale, il s'est poursuivi en 2022. Le recul du dollar canadien en 2022 a également contribué légèrement à l'augmentation de l'équivalent en devises canadiennes des prix en vigueur aux États-Unis. En effet, rappelons que le dollar canadien est passé de 0,80 \$ US en moyenne en 2021 à 0,77 \$ US en 2022.

Au cours des premiers mois de l'année 2022, les prix internationaux du soya ont grandement réagi aux conditions météorologiques défavorables en Amérique du Sud, qui ont pénalisé les rendements à l'hectare d'importants pays exportateurs. En particulier, le Brésil, qui compte pour plus du tiers de la production mondiale et la moitié des exportations mondiales de soya, a vu sa récolte diminuer de 7 % l'an dernier. Au Paraguay, qui figure habituellement parmi les cinq plus importants pays exportateurs de soya, les rendements à l'hectare et les volumes récoltés ont baissé de plus de la moitié.

En ce qui a trait au maïs, la demande internationale pour l'importation est demeurée aussi vigoureuse durant l'année de commercialisation 2021-2022 qu'au cours de l'année précédente, et ce, en dépit d'un certain recul des importations chinoises. Rappelons que le bond de ces dernières, dont le volume avait presque quadruplé en 2020-2021, a fortement contribué à la hausse de 10 % des importations mondiales de maïs la même année. Le volume des importations chinoises de maïs a diminué du quart en 2021-2022, mais ce recul a été entièrement compensé par des augmentations chez d'autres pays importateurs, en particulier l'Union européenne.

Dans ces conditions, les prix payés aux producteurs québécois ont poursuivi leur progression en 2022 jusqu'à des sommets historiques. Ainsi, le prix moyen payé en 2022⁹ au Québec s'est accru de 17 % pour le soya comparativement au prix moyen consenti en 2021 et de 16 % dans le cas du maïs. En ce qui concerne le soya, il est passé d'un peu plus de 600 \$/t en 2021 à près de 700 \$/t en 2022, tandis que, pour le maïs, il est passé de près de 295 \$/t en 2021 à plus de 340 \$/t. Tant dans le cas du maïs que celui du soya, les prix ont progressé de plus de 50 % au cours des deux dernières années.

FIGURE 2.5 | PRIX DU MAÏS ET DU SOYA AU QUÉBEC ET AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS PAR TONNE MÉTRIQUE, DE JANVIER 2020 À DÉCEMBRE 2022



* À l'exception du soya sans organismes génétiquement modifiés (OGM).

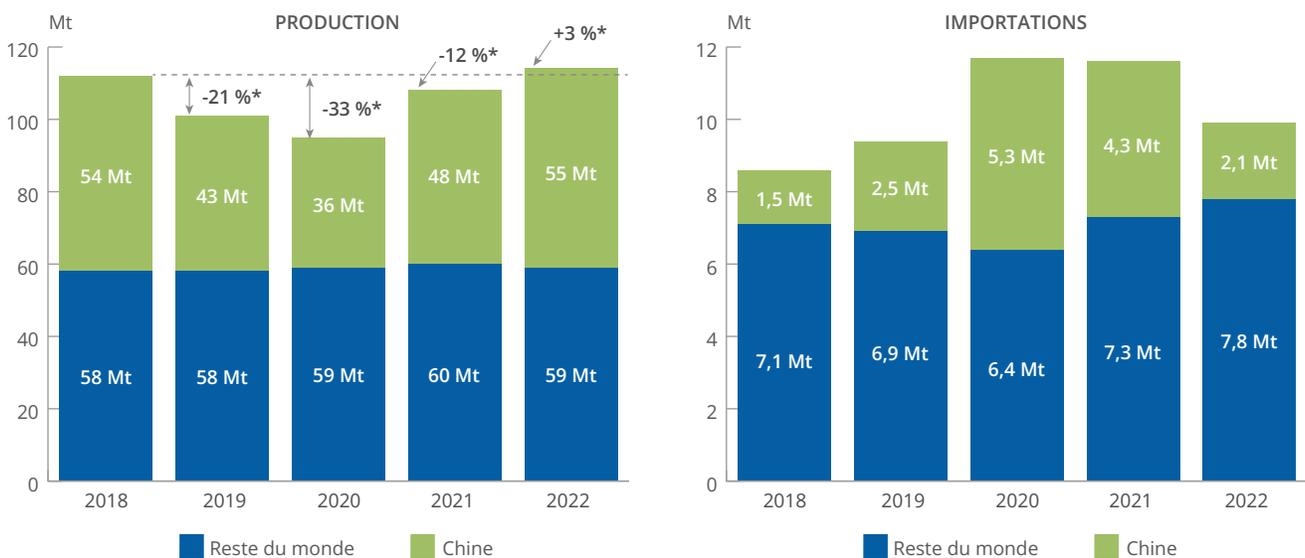
Sources : Producteurs de grains du Québec, Banque du Canada et USDA; compilation du MAPAQ.

9 Au cours de l'année civile, c'est-à-dire de janvier à décembre.

Le prix moyen du porc en 2022 au Québec n'a pas suivi la hausse des prix de référence internationaux

L'impact sur les importations mondiales de viande porcine causé par la peste porcine africaine (PPA) en Chine s'est grandement résorbé en 2022. Rappelons que les dommages provoqués par cette maladie sur le cheptel de porcs en Chine, le plus important pays producteur, consommateur et importateur de cette viande, avaient fait bondir les importations mondiales de près de 40 % de 2018 à 2020. Après avoir amorcé un redressement en 2021, le volume de production porcine dans ce pays est en effet revenu, en 2022, à ce qu'il était avant l'écllosion de l'épizootie¹⁰. Dans ce contexte, le volume des importations chinoises de viande porcine a ainsi diminué de moitié en 2022. À l'échelle mondiale, le volume des importations de cette viande a baissé de 15 % en 2022, et ce, malgré la hausse observée sur d'autres marchés que la Chine.

FIGURE 2.6 | PRODUCTION ET IMPORTATIONS DE VIANDE PORCINE, POUR LA CHINE ET LE RESTE DU MONDE, EN MILLIONS DE TONNES MÉTRIQUES, DE 2018 À 2022



* Variation de la production en Chine en comparaison de l'année 2018.
Source : USDA (avril 2023); compilation du MAPAQ.

En 2022, ce sont plutôt les contraintes à l'égard de l'offre d'importants pays producteurs et exportateurs qui ont contribué à soutenir les prix de référence internationaux du porc. En effet, la production de viande porcine a diminué de 5 % en 2022 dans l'Union européenne et de 2 % aux États-Unis, les deux plus importants exportateurs. Ces baisses ont été observées dans un contexte où la conjoncture internationale a été plus difficile pour l'industrie porcine.

- La demande mondiale pour l'importation de viande porcine s'est contractée en 2022.
- Les coûts devant être assumés par les éleveurs pour l'alimentation de leur cheptel ont atteint des sommets en raison de la flambée du prix des céréales.
- En Amérique du Nord, les transformateurs sont confrontés à la rareté de la main-d'œuvre disponible pour les emplois en usine.

Pour sa part, le volume des importations mondiales de viande bovine s'est accru de 3 % en 2022, principalement en raison d'une plus grande demande de la Chine. Cette croissance s'est produite en dépit d'un contexte économique international incertain, d'un important ralentissement économique en Chine et du relèvement de la production chinoise de viande porcine, un produit substitut. Parallèlement, les éleveurs américains de bovins ont réduit leur cheptel en 2022, en réponse au coût élevé de l'alimentation animale et aux conditions de sécheresse qui ont affecté les pâturages aux États-Unis.

¹⁰ Selon les statistiques de l'USDA.

Dans l'ensemble, ces facteurs ont favorisé une hausse des prix de référence américains du porc et du bœuf. Au Québec, les producteurs de bovins et de veaux d'abattage ont ainsi vu des hausses de près de 20 % et de 30 % respectivement pour leur prix de vente en moyenne en 2022 comparativement à ceux de l'année 2021. Il en a cependant été autrement pour les éleveurs de porcs, dont les prix de vente sont habituellement tributaires de l'évolution des prix de référence en vigueur aux États-Unis. Le prix moyen payé aux éleveurs de porcs du Québec en 2022 a en effet diminué de 4 % comparativement à celui de 2021.

- Cette diminution est attribuable à la mise en place d'un rabais temporaire pour le prix payé aux éleveurs de porcs comparativement au prix qui aurait, autrement, été établi par la convention de mise en marché¹¹.
- Dans ces conditions, les éleveurs de porcs au Québec n'ont pas pu compter sur une augmentation de leur prix de vente pour compenser la hausse importante du coût de l'alimentation animale.

Exprimé en dollars canadiens, le prix mondial du sucre a augmenté de 9 % en 2022, alors que celui du cacao a connu une légère hausse de 2 %

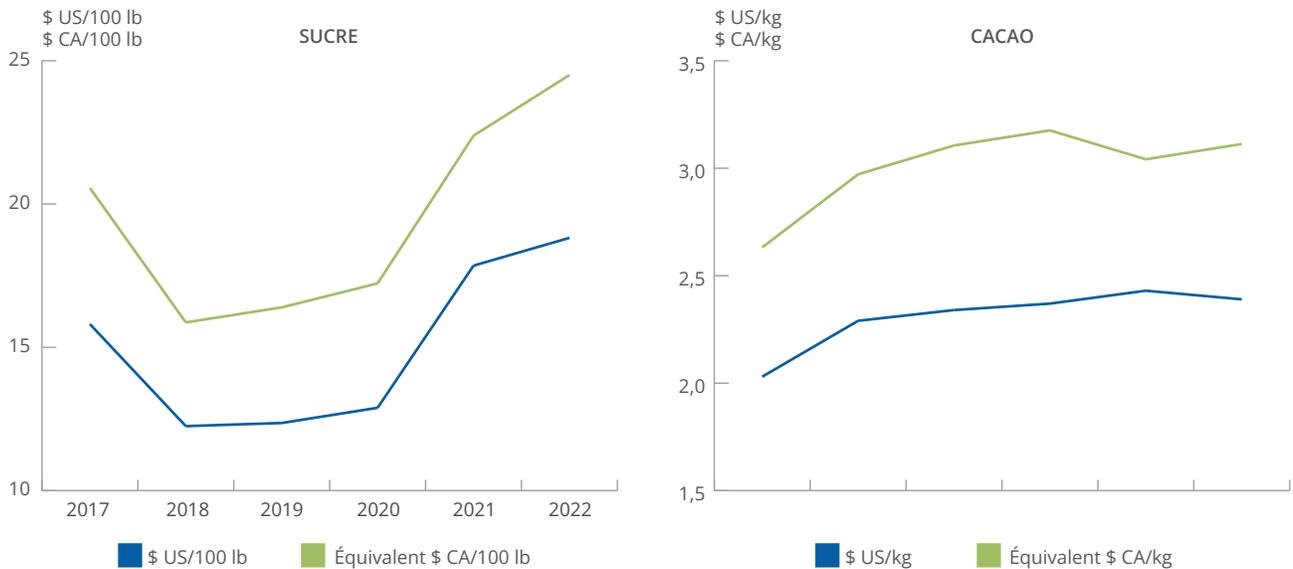
Le sucre est l'un des principaux produits alimentaires importés au Québec. Il constitue un ingrédient important pour plusieurs entreprises de transformation alimentaire, en ce qui a trait notamment aux produits du cacao, qui représentent la deuxième catégorie de produits les plus exportés.

Contrairement à la majorité des denrées agricoles, les conditions de marché internationales n'ont pas entraîné d'augmentation majeure, en 2022, des prix de référence internationaux du sucre. Même si des conditions défavorables ont pénalisé quelque peu la production au Brésil, l'augmentation des volumes récoltés en Inde et en Thaïlande, d'autres importants pays exportateurs, a contribué à maintenir l'offre mondiale de sucre en 2022. En fait, la hausse de 5 % du prix de référence exprimé en dollars américains, en 2022, s'explique essentiellement par l'appréciation du réal brésilien, la devise du principal pays producteur et exportateur de sucre. Cette devise a connu en effet une appréciation de 4 % l'an dernier par rapport au dollar américain.

Du point de vue des acheteurs québécois, l'équivalent en devises canadiennes du prix mondial du sucre est passé de 22,38 \$/100 lb en 2021 à 24,50 \$/100 lb en 2022, ce qui représente une hausse de 9 %. Cette augmentation résulte, à peu de choses près, des effets des taux de change, à savoir le léger recul du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que de ce dernier par rapport à la devise de l'important producteur et exportateur de sucre qu'est le Brésil.

¹¹ Ce rabais temporaire a été consenti par Les Éleveurs de porcs du Québec, au maillon de la transformation qui a eu à composer avec des conditions de marché internationales plus difficiles et des contraintes liées à la disponibilité de la main-d'œuvre.

FIGURE 2.7 | ÉVOLUTION DU PRIX MONDIAL DU SUCRE ET DU CACAO EN DOLLARS CANADIENS ET EN DOLLARS AMÉRICAINS PAR 100 LIVRES DE SUCRE ET PAR KILOGRAMME DE CACAO, DE 2017 À 2022



Sources : New York Intercontinental Exchange, USDA, Banque mondiale et Banque du Canada; compilation du MAPAQ.

Pour leur part, les utilisateurs québécois de fèves de cacao ont vu le prix mondial moyen de celles-ci connaître une légère hausse de 2 % en 2022 comparativement à l'année 2021, après la conversion en dollars canadiens. Ce prix est en effet passé de 3,04 \$/kg en 2021 à 3,11 \$/kg en 2022. Cette hausse découle principalement du léger recul du dollar canadien par rapport au billet vert américain. Exprimé en dollars américains, le prix mondial des fèves de cacao a diminué de 2 % en 2022. En contrepartie, le recul du dollar canadien a pu avantager quelque peu les exportateurs de produits et de préparations de cacao.

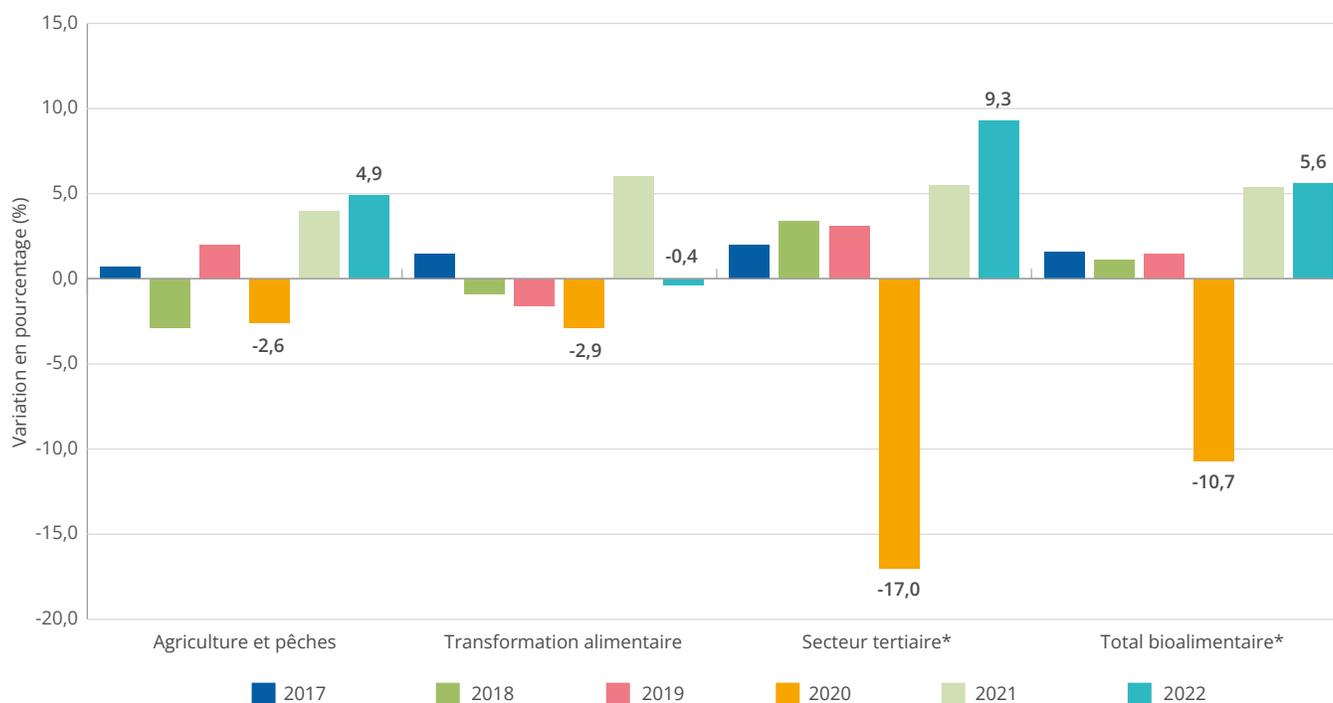


3 LE PIB RÉEL, LES INVESTISSEMENTS ET LES EMPLOIS

Grâce à une forte reprise dans la restauration et les débits de boissons, le PIB réel de l'industrie bioalimentaire se rapproche de son niveau prépandémique

Après une appréciation de 5,4 % en 2021, on estime que le PIB réel de l'industrie bioalimentaire du Québec a de nouveau connu une forte croissance de 5,6 % en 2022 sur la base des dernières données¹². Il s'agit d'une progression supérieure à celle de l'ensemble de l'économie du Québec, une première depuis 2016. Le PIB réel bioalimentaire s'est ainsi élevé à 27,8 G\$, un niveau proche de celui observé avant la pandémie (28,0 G\$). L'apport de l'industrie bioalimentaire au PIB réel de l'ensemble de l'économie québécoise s'est établi à 7,1 % en 2022. Cet apport est réparti entre la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac (2,1 %), la restauration commerciale et les débits de boissons (1,5 %), l'agriculture et les pêches (1,2 %), les magasins d'alimentation (1,1 %), les grossistes de produits agricoles et alimentaires (0,7 %) ainsi que les autres détaillants, services alimentaires et circuits de commercialisation (0,6 %).

FIGURE 3.1 | TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2017 À 2022 (%)



* Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).
Source : Statistique Canada; compilation et estimation du MAPAQ.

Le PIB réel dans le secteur de la restauration commerciale et des débits de boissons a rebondi pour une deuxième année consécutive, après un recul majeur en 2020 (-37,9 %). Il a ainsi affiché, en 2022, une forte croissance (+22,6 %), laquelle a été supérieure à celle enregistrée en 2021 (+15,3 %). Cela a permis au PIB réel de ce secteur (5,8 G\$) de se rapprocher de son niveau prépandémique (6,6 G\$). On estime que 21,0 % du PIB réel bioalimentaire au Québec provenait de ce secteur en 2022 comparativement à 23,7 % en 2019. La contribution du secteur avait chuté jusqu'à 16,5 % en 2020.

12 Il s'agit du taux de variation du PIB réel bioalimentaire aux prix de base (en dollars enchaînés de 2012), y compris les autres détaillants (ex. : Walmart), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics). Les données du PIB réel présentées pour l'industrie bioalimentaire et ses secteurs ne prennent pas en compte le cannabis, sauf en cas de mention contraire.

En ce qui concerne les autres secteurs de l'industrie bioalimentaire, le PIB réel de l'agriculture et des pêches (+4,9 %) ainsi que celui des grossistes de produits agricoles et alimentaires (+1,2 %) s'est accru en 2022, tandis qu'il a reculé pour les magasins d'alimentation traditionnels (-3,7 %) et la transformation alimentaire (-0,4 %). Après une forte diminution subie en 2020 (-17,0 %), le secteur tertiaire dans son ensemble a encore affiché une croissance élevée en 2022 (+9,3 %), laquelle suivait la progression de 5,5 % enregistrée en 2021.

Les entreprises bioalimentaires ont investi des sommes importantes au cours des trois dernières années

D'après les dernières données disponibles, les sommes investies dans l'ensemble de l'industrie bioalimentaire au Québec se sont élevées à 3,3 G\$ en 2022^{13,14}, atteignant ce seuil pour la quatrième année consécutive, en dépit de la pandémie et de la guerre en Ukraine. De 2020 à 2022, les investissements de cette industrie ont été en moyenne de 3,5 G\$ par année, soit 0,6 G\$ de plus que de 2017 à 2019. En fait, un contexte propice aux investissements, caractérisé notamment par une implication de différents acteurs privés et publics, des conditions favorables sur les marchés dans plusieurs secteurs (prix et demande), des taux d'intérêt bas jusqu'à la mi-année 2022 de même que la volonté des entreprises d'accroître leur production et leur productivité ainsi que de se moderniser ont amené ces dernières à investir.

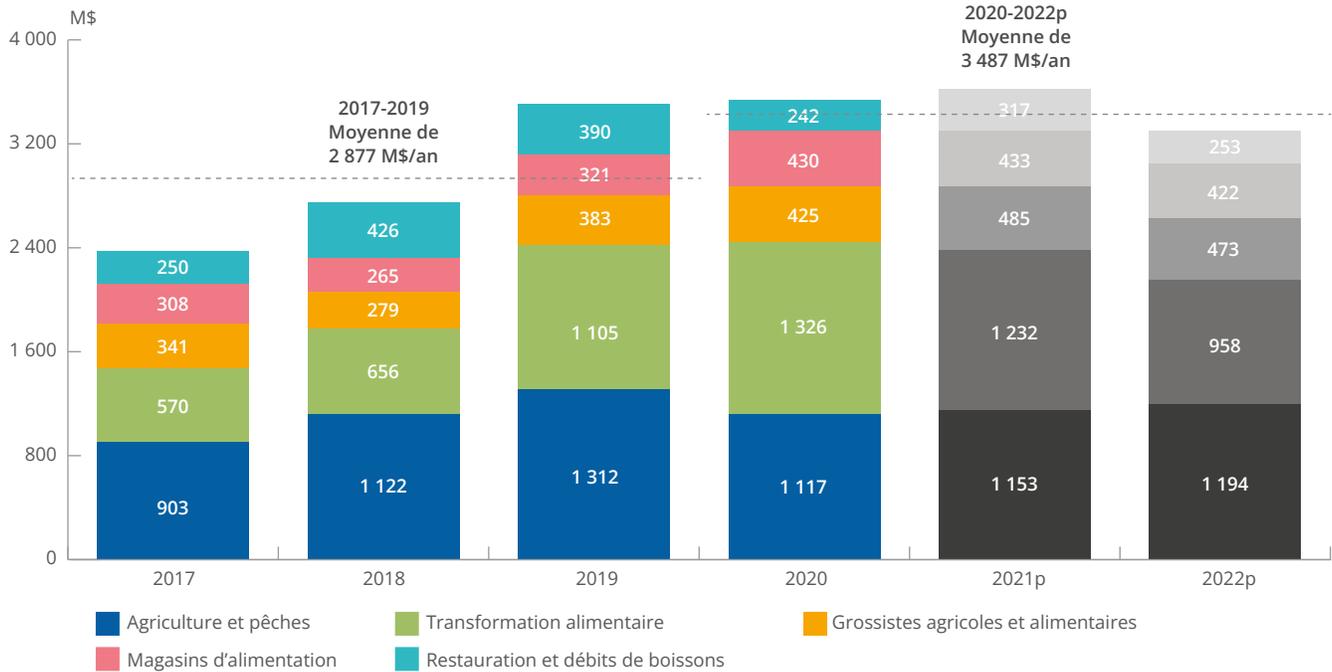
Enregistrée en temps de pandémie, la croissance des investissements a été soutenue par presque tous les secteurs de l'industrie. Entre les moyennes annuelles de 2017-2019 et de 2020-2022, les secteurs de la fabrication de boissons et de produits du tabac (+273 M\$), des magasins d'alimentation (+130 M\$), des grossistes agricoles et alimentaires (+127 M\$), de la fabrication d'aliments (+122 M\$), de l'élevage (+112 M\$) et des cultures agricoles sauf le cannabis (+108 M\$) ont investi davantage. La culture de cannabis sous abri (-166 M\$), la restauration et les débits de boissons (-85 M\$) de même que les pêches (-11 M\$) sont les seuls secteurs ayant vu leurs investissements diminuer.

De 2020 à 2022, pour l'ensemble de l'agriculture, des pêches et de la transformation alimentaire, les investissements se sont élevés à 7,0 G\$ au total ou à 2,3 G\$ en moyenne annuelle, ce qui représente une croissance de 23,1 % par rapport à la période 2017-2019. Cette progression s'explique principalement par la hausse observée dans la transformation alimentaire (+50,8 %). Une croissance a aussi été enregistrée en agriculture et dans les pêches (+3,8 %). Depuis trois ans, les investissements agricoles ont notamment été stimulés par l'essor des cultures en serre et la modernisation des fermes laitières, et s'inscrivent dans la recherche d'une plus grande autonomie alimentaire, alors que de multiples sous-secteurs ont investi des sommes importantes en transformation alimentaire, entre autres ceux des boissons, des viandes, des produits laitiers, des céréales et oléagineux, des fruits et légumes de même que des produits du sucre.

13 Dans cette section, les investissements comprennent les dépenses liées à la construction de bâtiments non résidentiels, aux travaux de génie, à la machinerie et au matériel ainsi qu'aux produits de propriété intellectuelle. En raison de la sensibilité des investissements à la conjoncture économique, parce qu'ils sont influencés par divers éléments et qu'ils peuvent fluctuer de façon importante d'une année à l'autre, leur évolution a été analysée selon deux modes : annuellement et par moyenne de trois ans.

14 Il est à noter que les données de 2021 et de 2022 sont provisoires et sujettes à révision. On doit se référer à l'annexe pour les notes et les sources ainsi que les mises en garde concernant les données sur les investissements.

FIGURE 3.2 | INVESTISSEMENTS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2017 À 2022
(en millions de dollars)*



* Se référer à l'annexe pour les notes et les sources ainsi que les mises en garde concernant les données sur les investissements.

Sources : Statistique Canada, *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon l'industrie et le type d'actif* et *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*; estimations de l'Institut de la statistique du Québec; compilation et estimations du MAPAQ.

Dans le secteur tertiaire, les investissements ont atteint 1,2 G\$ en moyenne par année de 2020 à 2022 et étaient répartis entre les grossistes agricoles et alimentaires (461 M\$), les magasins d'alimentation (428 M\$) ainsi que la restauration et les débits de boissons (271 M\$)¹⁵. Ce résultat est supérieur à celui de la période 2017-2019 (1,0 G\$ par année). De 2017-2019 à 2020-2022, les magasins d'alimentation (+43,7 %) de même que les grossistes agricoles et alimentaires (+37,9 %) ont accru leurs investissements, tandis que les secteurs de la restauration et des débits de boissons ont vu leurs diminuer (-23,8 %).

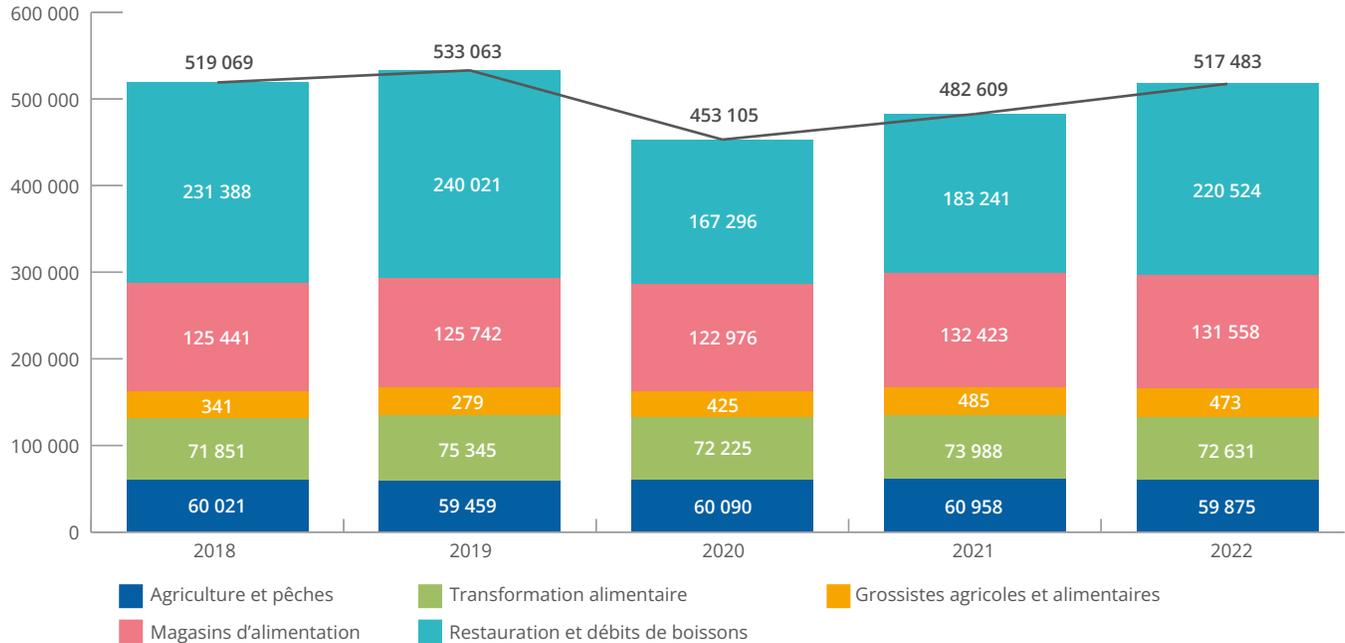
Une partie des résultats du secteur tertiaire bioalimentaire pourrait s'expliquer par la conjoncture des trois dernières années, notamment en ce qui a trait aux achats alimentaires. Rappelons que les activités des restaurants ont été touchées fortement en 2020 et en 2021 dans le sillage de la pandémie, des confinements ainsi que des fermetures de salles à manger. Ainsi, le redressement de ce secteur a davantage été observé en 2022. À l'inverse, les ménages ont accru leurs dépenses en aliments dans les épiceries depuis trois ans, amenant des revenus supplémentaires et des ajustements à cette évolution.

¹⁵ Les investissements du secteur tertiaire ne comprennent pas les autres détaillants (ex. : Walmart), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).

L'industrie bioalimentaire a récupéré 81 % des emplois perdus en 2020¹⁶

Dans l'ensemble, l'année 2022 s'est soldée par 34 874 emplois de plus qu'en 2021, le nombre de travailleurs s'établissant à 517 483 pour une hausse annuelle de 7,2 %.

FIGURE 3.3 | ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2018 À 2022



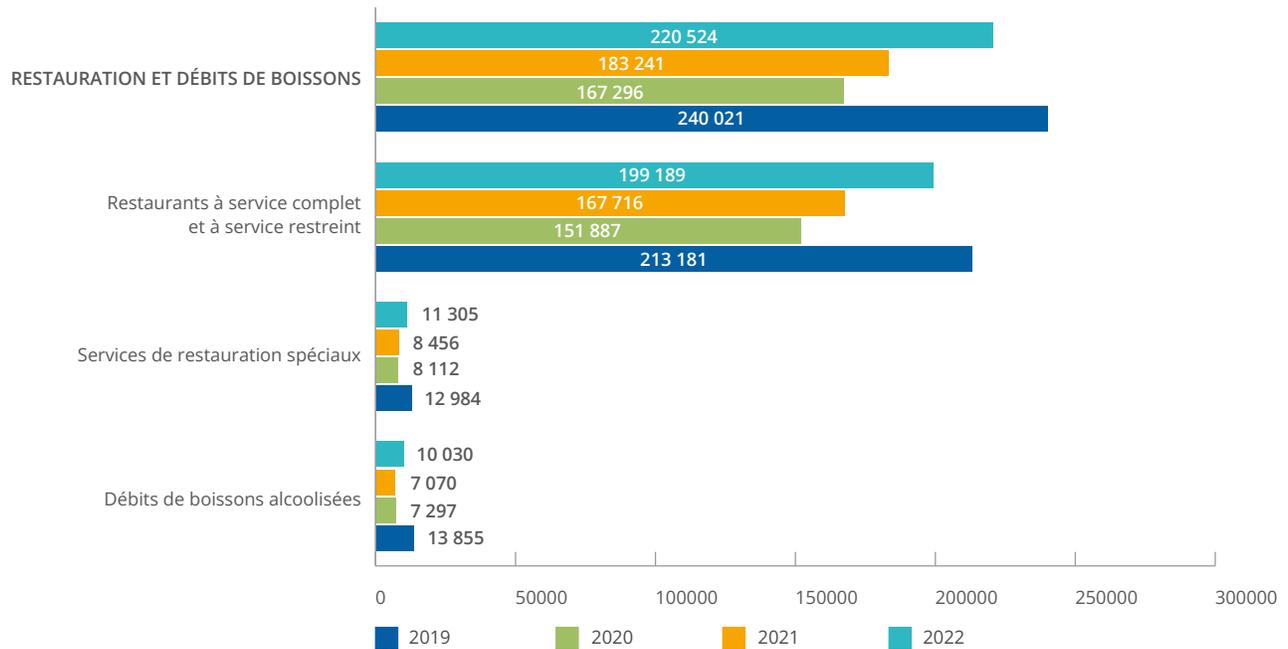
Sources : Statistique Canada, tableaux 14-10-0202-01 et 14-10-0026-01; compilation et estimation du MAPAQ.

Le secteur de la restauration et des débits de boissons a presque retrouvé son niveau d'emploi prépandémique

Le secteur de la restauration et des débits de boissons comptait pour 43 % de la main-d'œuvre de l'industrie bioalimentaire en 2022 comparativement à 45 % en 2019. Malgré la chute record de l'emploi en 2020 causée par le contexte pandémique, ce secteur a retrouvé, en 2022, l'équivalent de 73 % des emplois perdus. Le nombre total d'emplois s'est établi à 220 524, ce qui représente 53 228 emplois de plus qu'en 2020. Tous les sous-secteurs ont augmenté leur main-d'œuvre en 2022 par rapport à 2021.

¹⁶ En rappel, les données de l'emploi ne comprennent pas les révisions historiques de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), effectuées par Statistique Canada le 30 mars 2023.

FIGURE 3.4 | NOMBRE D'EMPLOIS DANS LA RESTAURATION COMMERCIALE ET SES SOUS-SECTEURS AU QUÉBEC EN 2019, EN 2020, EN 2021 ET EN 2022



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0201-01; compilation du MAPAQ.

Les magasins d'alimentation et les grossistes disposent de plus de main-d'œuvre qu'avant la pandémie

Les magasins d'alimentation traditionnels comptent pour le quart des emplois de l'industrie bioalimentaire. Dès l'année 2021, les 2 766 emplois perdus en 2020, durant la pandémie, ont été récupérés. En 2022, ces magasins employaient 131 558 personnes, ce qui correspondait à une légère baisse de 0,7 % (-865 emplois) par rapport à 2021. À titre de comparaison, notons que l'emploi dans l'ensemble du commerce de détail québécois a, quant à lui, progressé de 4,4 % de 2021 à 2022.

Dans le commerce de gros du secteur de l'agriculture et des produits alimentaires, qui représente environ 6 % de la main-d'œuvre de l'industrie bioalimentaire au Québec, le nombre d'emplois a progressé de 2,8 % pour s'établir à 32 895. Par rapport à l'année 2021, c'est 896 emplois de plus. Ce secteur a ainsi récupéré les emplois perdus en 2020, au cours de la pandémie. Dans l'ensemble du commerce de gros québécois, la croissance observée a été identique, à savoir 2,8 %.

Dans la transformation alimentaire, certains secteurs ont dû encaisser un recul de l'emploi

La main-d'œuvre dans la transformation alimentaire représente 12 % des travailleurs de l'industrie bioalimentaire. En 2022, le marché du travail a fléchi de 1,8 % par rapport à l'année précédente, ce qui a freiné la récupération amorcée en 2021 pour les emplois perdus durant la pandémie. L'année s'est soldée par 1 357 travailleurs de moins pour un total de 72 631 emplois. La rareté de main-d'œuvre affecte particulièrement ce secteur. La baisse observée est surtout attribuable aux sous-secteurs de la fabrication d'autres aliments (-1 521 emplois), de la boulangerie (-703), de la transformation des viandes (-247) et du sucre (-160). Dans l'ensemble du secteur manufacturier québécois, le nombre d'emplois s'est plutôt accru de 2,0 % par rapport à 2021.

TABLEAU 4.1 | NOMBRE D'EMPLOIS DANS LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2019 À 2022

EMPLOIS	2019	2020	2021	2022	VARIATION 2022/2021
Ensemble du secteur manufacturier (de la fabrication)	447 750	414 083	431 330	440 088	8 758
Transformation alimentaire	75 345	72 225	73 988	72 631	-1 357
Fabrication d'aliments	65 932	63 387	64 419	61 988	-2 431
Fabrication d'aliments pour animaux	2 758	2 651	2 588	2 677	90
Mouture de grains céréaliers et de graines oléagineuses	1 467	1 318	1 355	1 268	-87
Fabrication de sucre et de confiseries	3 716	3 346	3 371	3 211	-160
Transformation de fruits et de légumes, et fabrication de spécialités alimentaires	4 909	5 085	5 445	5 518	74
Fabrication de produits laitiers	10 198	9 089	10 131	10 258	127
Fabrication de produits de viande	18 645	17 813	14 778	14 532	-247
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	1 551	1 480	1 619	1 614	-5
Boulangerie et fabrication de tortillas	11 757	11 165	11 802	11 099	-703
Fabrication d'autres aliments*	10 930	11 440	13 330	11 810	-1 521
Fabrication de boissons et de produits du tabac	9 413	8 838	9 569	10 643	1 074

* Ce secteur regroupe la fabrication d'aliments à grignoter, de café et de thé, de sirops et de concentrés aromatisants, d'assaisonnements et de vinaigrettes, etc.
Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0202-01; compilation du MAPAQ.

Le marché du travail s'est contracté en agriculture

En 2022, les différentes productions agricoles employaient quelque 56 225 travailleurs (à l'exclusion des travailleurs étrangers temporaires), à savoir l'équivalent de 11 % de la main-d'œuvre de l'industrie bioalimentaire. Ce secteur aurait ainsi perdu environ 1 000 emplois par rapport à l'année 2021. Quant au nombre d'emplois dans le secteur des pêches et de l'aquaculture commerciales, il a peu évolué.

TABLEAU 4.2 | NOMBRE D'EMPLOIS DANS LE SECTEUR DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE COMMERCIALES ET EN AGRICULTURE AU QUÉBEC, DE 2019 À 2022 (en milliers)

SECTEURS	2019	2020	2021	2022	VARIATION 2022/2021
Pêches et aquaculture commerciales	3,7	3,7	3,7	3,7	-0,2 %
Agriculture	55,7	56,4	57,3	56,2	-1,9 %

Note : Les données provinciales relatives à l'agriculture ont une marge d'erreur élevée.
Le nombre d'emplois devrait être considéré comme un ordre de grandeur.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0026-01, et Direction des analyses et des politiques des pêches et de l'aquaculture (MAPAQ); compilation du MAPAQ.

Les postes vacants restent nombreux

Malgré une bonne récupération des emplois perdus en 2020 dans la majorité des secteurs bioalimentaires, les nombreux défis liés à la rareté de main-d'œuvre ont continué d'entraver le processus d'embauche. En 2022, le nombre d'emplois a reculé de 1,8 % dans la transformation alimentaire et le secteur de l'agriculture et des pêches ainsi que de 0,7 % dans les magasins d'alimentation. Soulignons que le nombre de postes vacants au troisième trimestre de l'année 2022 a atteint respectivement 5 510, 1 930 et 7 115 dans ces trois secteurs au Québec. Les besoins en matière de main-d'œuvre sont bien présents.



4 LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS ET LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS



Population québécoise : 8 695 659 (+1,1 %)



59,6 G\$ (+13,1 %)

DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC

34,4^p G\$ Contenu québécois

39,8 G\$ (+7,0 %) Ventes dans le commerce de détail alimentaire et les circuits courts

10,2 G\$ (+16,2 %) Ventes des magasins non traditionnellement alimentaires (Walmart, Costco, etc.) et dans les circuits courts

4,3 % Hausse des prix des boissons alcoolisées

2 350 488 (+300,0 %) Nombre de touristes internationaux entrés au Québec

19,8 G\$ (+28,0 %) Ventes dans les services alimentaires (HRI)

16,0 G\$ (+29,0 %) Ventes dans la restauration commerciale

9,2 % Hausse des prix des aliments et des boissons non alcoolisées



220 524 (+20,3 %)

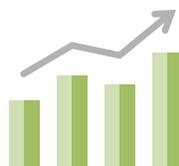
Emplois

Emplois dans la restauration commerciale

352 082 (+11,5 %)

Emplois

Emplois dans les magasins d'alimentation et dans la restauration commerciale



1,1 G\$ (-7,0 %)*
Investissements du secteur tertiaire



14,9 G\$ (+9,3 %)
PIB du secteur tertiaire**
(grossistes, détaillants et restauration)

* Ce montant ne tient pas compte des investissements réalisés dans les autres détaillants (ex. : Walmart), les services de restauration liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de distribution (ex. : marchés publics).

** Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics)
p : Provisoire

La valeur de la demande alimentaire a surtout été soutenue par l'inflation alimentaire, mais aussi par une forte reprise dans le secteur des services alimentaires

Au Québec, la demande alimentaire des consommateurs est estimée à 59,6 G\$ pour l'année 2022, affichant ainsi une forte croissance de 13,1 % par rapport à la valeur de l'année 2021. Cette demande est évaluée à partir des achats effectués par les consommateurs (ménages québécois, touristes, travailleurs étrangers, etc.) dans les magasins, les services alimentaires et les autres circuits de commercialisation alimentaires de la province. Une hausse marquée des prix des aliments (+9,2 %) et des boissons alcoolisées (+4,3 %) en 2022 a grandement contribué à cette augmentation de la valeur de la demande alimentaire.

Le tableau suivant présente la répartition de la valeur estimée de la demande alimentaire québécoise.

TABLEAU 4.1 | RÉPARTITION DE LA VALEUR ESTIMÉE DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2022

DEMANDE ALIMENTAIRE* : 59,6 G\$ (+13 %)			
Commerce de détail alimentaire et autres circuits** 39,8 G\$ (+7 %)		Services alimentaires (HRI) 19,8 G\$ (+28 %)	
Magasins d'alimentation 29,6 G\$ (+4 %)	Autres magasins et circuits de commercialisation 10,2 G\$ (+16 %)	Restauration commerciale 16,0 G\$ (+29 %)	Restauration non commerciale 3,8 G\$ (+21 %)

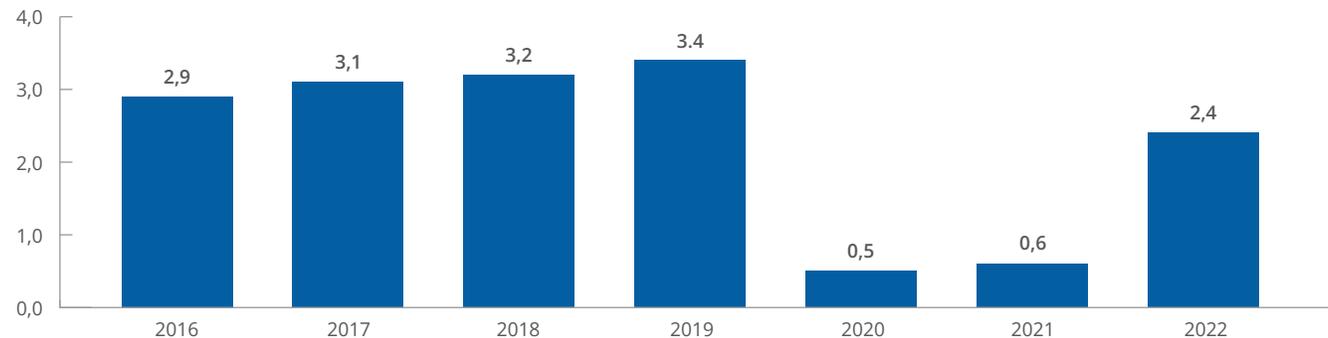
* Il s'agit d'une estimation de la valeur des ventes de produits alimentaires seulement.

** Il s'agit d'une estimation qui comprend les ventes dans les magasins d'alimentation traditionnels (ex. : supermarchés), les autres magasins (ex. : Walmart, Costco, pharmacies) et les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics, ventes à la ferme).

Sources : Statistique Canada et Restaurants Canada; compilation et estimations du MAPAQ.

Sans l'effet des prix (inflation), la demande alimentaire afficherait une progression de 3,7 %. Cette évolution de la demande en volume est attribuable en partie à l'accroissement de 1,1 % de la population, mais surtout à une plus forte demande des consommateurs (ménages québécois, touristes, etc.). Des facteurs tels qu'une économie assez vigoureuse, un taux de chômage très bas et de l'épargne accumulée durant la pandémie de COVID-19 ont sans doute incité les consommateurs à dépenser davantage pour l'alimentation malgré la hausse des prix alimentaires. De plus, selon Tourisme Québec¹⁷, le nombre de touristes internationaux qui ont visité le Québec en 2022 était en croissance et équivalait à 70 % de celui enregistré avant la pandémie.

FIGURE 4.1 | ENTRÉES À LA FRONTIÈRE DE TOURISTES INTERNATIONAUX AU QUÉBEC (en millions de personnes)



Source : <https://www.tourisme.gouv.qc.ca/fileadmin/banque-donnees/frontiere.html>

17 Ministère du Tourisme du Québec : <http://www.tourisme.gouv.qc.ca/intelligence-affaires/banque-donnees/frontiere.php>.

LA HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES A ATTEINT DES SOMMETS HISTORIQUES

Les prix en général ont fortement augmenté depuis l'année 2021. Au Québec, l'augmentation annuelle des prix des aliments et des boissons non alcoolisées a atteint 9,2 % en 2022 par rapport à 2021. Il faut remonter à 1981 pour observer une hausse annuelle aussi robuste. L'inflation a touché toutes les catégories de produits alimentaires vendus aux consommateurs, mais surtout les graisses et les huiles comestibles (+27,2 %), les produits de boulangerie et céréaliers (+11,7 %), les fruits (+9,8 %) de même que le poisson (+9,7 %). En revanche, le prix de la viande de porc a peu progressé (+3,3 %) comparativement à celui des autres aliments.

Au magasin, de 2021 à 2022, le coût du panier d'épicerie s'est relevé de 9,6 % en ce qui concerne les aliments et les boissons non alcoolisées ainsi que de 4,2 % pour les boissons alcoolisées. Le consommateur a eu l'impression de faire face à une montée fulgurante des prix de mois en mois. Les sorties au restaurant ont également coûté plus cher. Les prix des aliments et des boissons alcoolisées achetés au restaurant ont augmenté respectivement de 8,3 % et de 5,4 % par rapport à l'année 2021.

Soulignons que, parmi les principaux postes de dépenses des Québécois, le transport et l'alimentation ont montré les plus fortes hausses en 2022.

L'inflation au Québec découle de la conjoncture mondiale. La situation postpandémie a été marquée par des soubresauts climatiques qui ont perturbé la production agricole mondiale, une demande plus forte que l'offre sur les marchés, des coûts de transport élevés, une rareté de main-d'œuvre et la hausse conséquente des salaires dans plusieurs secteurs, etc. Parallèlement à ces pressions inflationnistes, le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022 est venu amplifier la progression du coût de l'alimentation en raison d'une poussée des prix mondiaux de l'énergie, des engrais et de denrées de base comme les grains et les oléagineux, aussi utilisés pour l'alimentation animale.

Les prix mondiaux élevés se répercutent sur le coût de l'alimentation observé ici. Pour les agriculteurs et les transformateurs québécois, les coûts des intrants utilisés ont atteint des sommets historiques. De plus, pour plusieurs productions, les prix agricoles au Québec sont grandement tributaires de l'évolution des prix de référence internationaux (ex. : bœuf, porc, céréales). Le contexte occasionne donc des pressions sur les prix, du secteur de la production à l'assiette des consommateurs. Malgré un repli pendant l'année 2022, les cours internationaux des produits alimentaires restent élevés.

À l'échelle canadienne, le coût du panier d'épicerie au Québec a évolué semblablement à celui de la moyenne nationale (+9,8 %) en 2022, tandis que le prix de la facture au restaurant s'est accru plus fortement ici qu'au Canada (+6,7 %).

TABLEAU 4.2 | VARIATION DES PRIX À LA CONSOMMATION AU QUÉBEC D'UNE ANNÉE À L'AUTRE (%)

	2021	2022
INFLATION (ensemble des biens et des services)	3,8	6,7
Aliments (restaurants et magasins)	2,5	9,2
Aliments achetés en magasin	1,8	9,6
Graisses et huiles comestibles	11,0	27,2
Beurre	7,4	16,5
Produits de boulangerie et céréaliers	1,2	11,7
Fruits frais ou transformés et noix	3,2	9,8
Poisson	-0,7	9,7
Légumes frais ou transformés	-3,5	8,9
Volaille fraîche ou surgelée	5,2	8,7
Œufs	3,8	8,4
Bœuf frais ou surgelé	2,2	8,2
Produits laitiers	2,3	7,8
Porc frais ou surgelé	2,6	3,3
Aliments achetés au restaurant	4,0	8,3
Boissons alcoolisées (restaurants et magasins)	2,5	4,3
Essence	30,2	32,2

Il s'agit de la croissance entre la moyenne des indices mensuels d'une année et la moyenne de ceux de l'année précédente.

Source : Statistique Canada, indice des prix à la consommation, tableau 18-10-0004-01; compilation du MAPAQ.

4.1 LE COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE

La valeur des ventes alimentaires dans le commerce de détail a progressé en raison de l'inflation alimentaire

En raison de la hausse marquée des prix alimentaires, les ventes totales de produits alimentaires dans le commerce de détail¹⁸ ont augmenté de 7 % au Québec en 2022, par rapport à 2021, et leur valeur est estimée à 39,8 G\$. En effet, sans l'effet des prix (inflation), les ventes réelles ont plutôt fléchi de 1,7 %.

Les ventes des magasins d'alimentation traditionnels et des autres commerçants du secteur (magasins non traditionnellement alimentaires et autres circuits de commercialisation) ont atteint 29,6 G\$ et 10,2 G\$ respectivement.

TABLEAU 4.3 | ESTIMATION DES VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU QUÉBEC SELON LES TYPES DE MAGASINS, EN 2021 ET EN 2022 (en milliards de dollars)

TYPES DE MAGASINS	2021	2022	VARIATION (EN DOLLARS) 2022/2021	VARIATION RÉELLE* (EN VOLUME) 2022/2021
Commerce de détail alimentaire	37,3	39,8	7,0 %	-1,7 %
Magasins d'alimentation traditionnels (supermarchés, épicerie, dépanneurs, magasins spécialisés [ex. : boucheries], Société des alcools du Québec)	28,5	29,6	4,1 %	-4,2 %
Autres magasins et circuits de commercialisation (Walmart, Costco, Dollarama, Tigre géant, marchés publics, ventes à la ferme, etc.)	8,8	10,2	16,2 %	6,2 %

* La variation réelle est la variation des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait.

Note : Les données de ce tableau font référence uniquement aux produits alimentaires. Elles excluent les produits de santé et de beauté, les produits hygiéniques, le tabac et les aliments pour animaux de compagnie.

Sources : Statistique Canada et estimations du MAPAQ.

En valeur réelle, sans l'effet des prix, les ventes des magasins non traditionnellement alimentaires (Walmart, Costco, Dollarama, etc.) ont progressé de 6,2 % en 2022 par rapport à 2021. Celles des magasins d'alimentation traditionnels ont plutôt reculé de 4,2 %. Soulignons qu'au plus fort de la pandémie de COVID-19, les détaillants traditionnels (Metro, Sobeys, Loblaw, etc.) avaient été grandement favorisés par les consommateurs. Un retour à la normale s'est depuis installé.

À l'échelle canadienne, les constats sont semblables. Le secteur a connu de bons résultats et la croissance des ventes en 2022 a été plus modeste dans les magasins traditionnels que dans les magasins non traditionnellement alimentaires.

¹⁸ Les ventes alimentaires dans les autres circuits de commercialisation (marchés publics, ventes à la ferme, etc.) sont incluses dans ce segment de la demande alimentaire.

4.2 LES SERVICES ALIMENTAIRES (RÉSEAU HRI)

Après une année 2020 où le secteur a été durement éprouvé par la pandémie de COVID-19, les ventes ont retrouvé et même dépassé le niveau prépandémie

De 2021 à 2022, le chiffre d'affaires pour l'ensemble des services alimentaires du réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des établissements institutionnels publics et privés (HRI) a progressé de 27,7 % pour atteindre une valeur estimée à 19,8 G\$. Bien que l'inflation alimentaire en 2022 ait poussé vers le haut la valeur des ventes, sans l'effet des prix, celles-ci ont quand même augmenté de 18,3 % par rapport à 2021. Aidés par la croissance économique et touristique, la hausse des salaires et le faible taux de chômage dans la province, la valeur et le volume des ventes ont dépassé ceux de l'année 2019.

TABLEAU 4.4 | VENTES DANS LA RESTAURATION AU QUÉBEC SELON LES TYPES D'ÉTABLISSEMENTS, EN 2019, EN 2020, EN 2021 ET EN 2022 (en milliards de dollars)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2019	2020	2021	2022	VARIATION 2022/2021	VARIATION RÉELLE* (EN VOLUME)
Total, services alimentaires (HRI)	18,4	12,7	15,5	19,8	27,7 %	18,3 %
Restauration commerciale	14,9	10,2	12,4	16,0	29,3 %	19,8 %
Restaurants à service complet	7,4	4,4	5,5	7,6	37,4 %	27,0 %
Restaurants à service restreint	5,5	4,8	5,7	6,6	16,1 %	7,2 %
Services de restauration spéciaux**	1,2	0,7	0,8	1,2	45,9 %	34,8 %
Débits de boissons alcoolisées	0,8	0,3	0,4	0,7	70,8 %	62,0 %
Restauration non commerciale	3,5	2,5	3,1	3,8	21,3 %	12,0 %

* La variation réelle est la variation des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait.

** Ces services regroupent les services de restauration contractuels, les traiteurs, les cantines et les comptoirs mobiles.

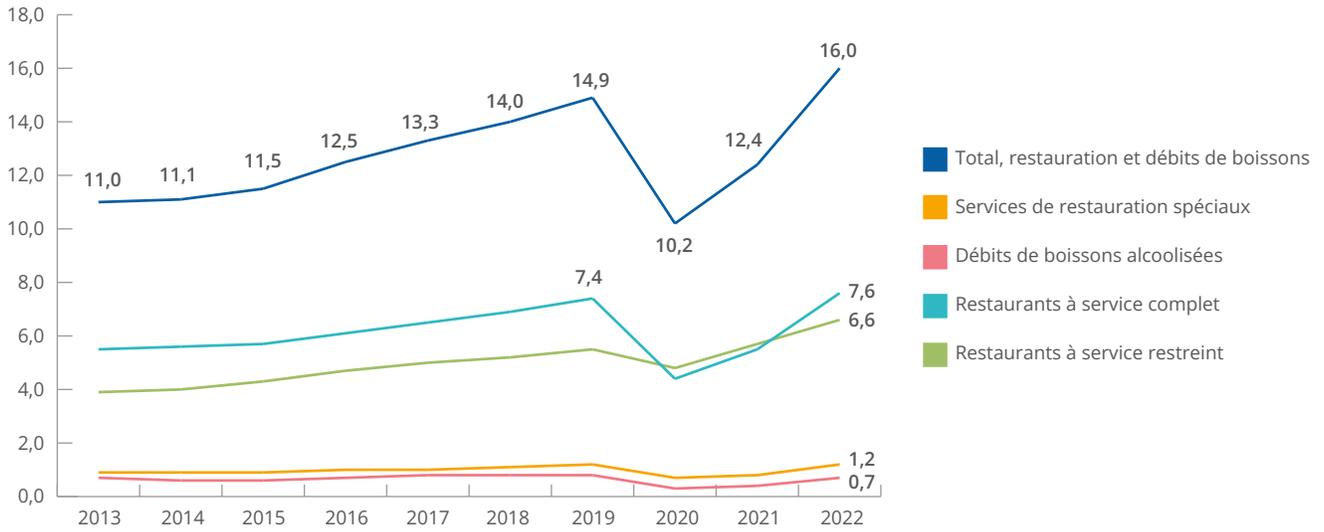
Sources : Statistique Canada et Restaurants Canada; compilation et estimations du MAPAQ.

Les ventes de la restauration non commerciale, qui représentent autour de 20 % du chiffre d'affaires du réseau HRI alimentaire, se sont accrues de 21 % en 2022 pour atteindre 3,8 G\$.

Quant à la restauration commerciale¹⁹, qui réalise environ 80 % du chiffre d'affaires du réseau HRI alimentaire, ses ventes ont atteint 16 G\$ en 2022, ce qui représente une hausse de 29,3 % par rapport à l'année 2021. La possibilité offerte aux consommateurs de pouvoir de nouveau manger dans les restaurants et les touristes de plus en plus nombreux ont favorisé les ventes de ce secteur, surtout dans la restauration à service complet, qui a enregistré une hausse des recettes de 37 %. Dans les restaurants à service restreint, la croissance a été un peu plus modeste, soit de 16 %. Un fait à souligner est qu'en raison de la pandémie, les ventes des restaurants à service restreint (restauration rapide offrant généralement un service à l'auto, la livraison ou des mets à emporter) avaient dépassé celles des restaurants à service complet en 2020 et en 2021, ce qui ne s'était jamais vu auparavant au Québec. Quant aux services de restauration spéciaux (traiteurs, cantines, comptoirs mobiles, etc.) et aux débits de boissons alcoolisées, les ventes ont retrouvé leur vigueur et enregistré des croissances respectives de 46 % et de 71 % par rapport à 2021.

19 Dans la restauration commerciale, la vente de nourriture ou de boissons représente l'activité principale des établissements (au moins 50 % de leur chiffre d'affaires).

FIGURE 4.2 | ÉVOLUTION DES VENTES DE LA RESTAURATION COMMERCIALE AU QUÉBEC, DE 2013 À 2022
(en milliards de dollars)

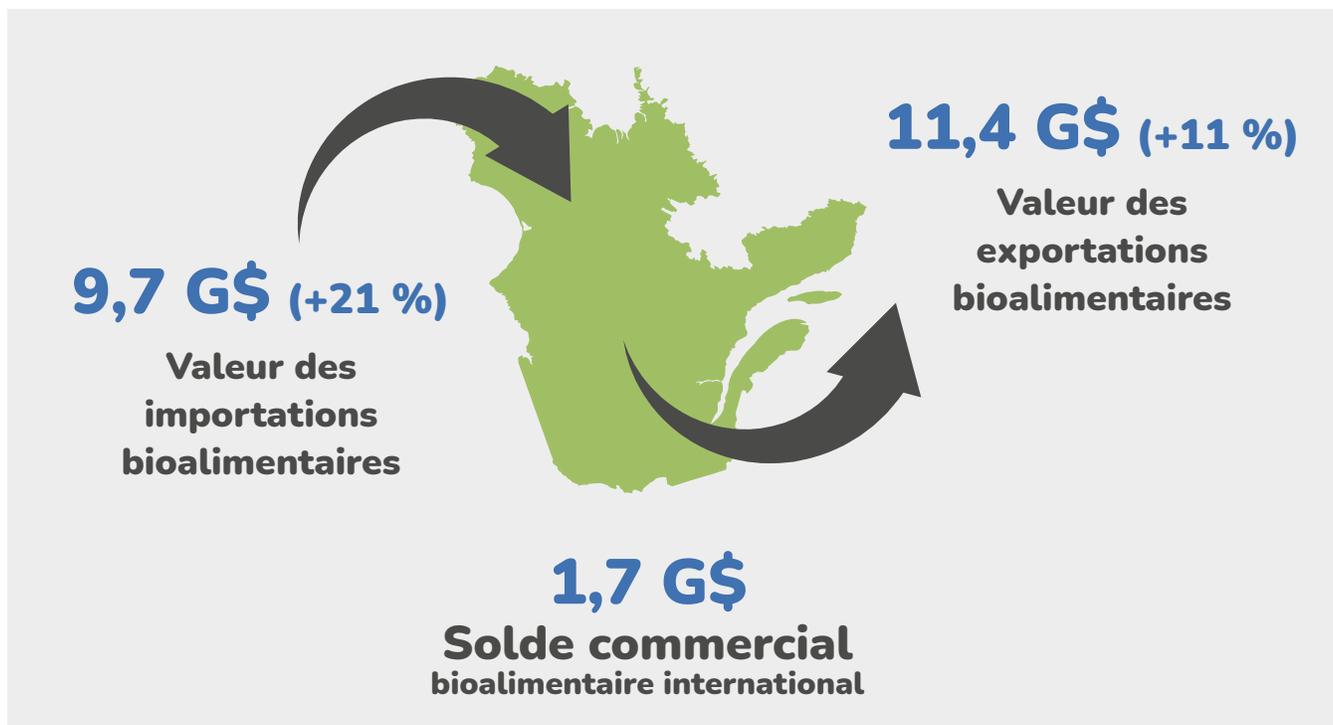


Source : Statistique Canada, tableau 21-10-0019-01; compilation du MAPAQ.

Rappelons que le tourisme est un moteur important du dynamisme des ventes dans le secteur de la restauration commerciale. Quasi absents en 2020 et en 2021, les touristes internationaux sont maintenant de plus en plus présents au Québec, leur nombre ayant quadruplé de 2021 à 2022 (voir la section portant sur la demande alimentaire).



5 LES ÉCHANGES COMMERCIAUX



Union Européenne (30 %)

Premier marché d'importation pour le Québec

Boissons (19 %)

Fruits, légumes et leurs préparations (19 %)

Principales importations bioalimentaires

69 %

Part des États-Unis dans les exportations bioalimentaires du Québec

Viande porcine (15 %)

Principale exportation bioalimentaire

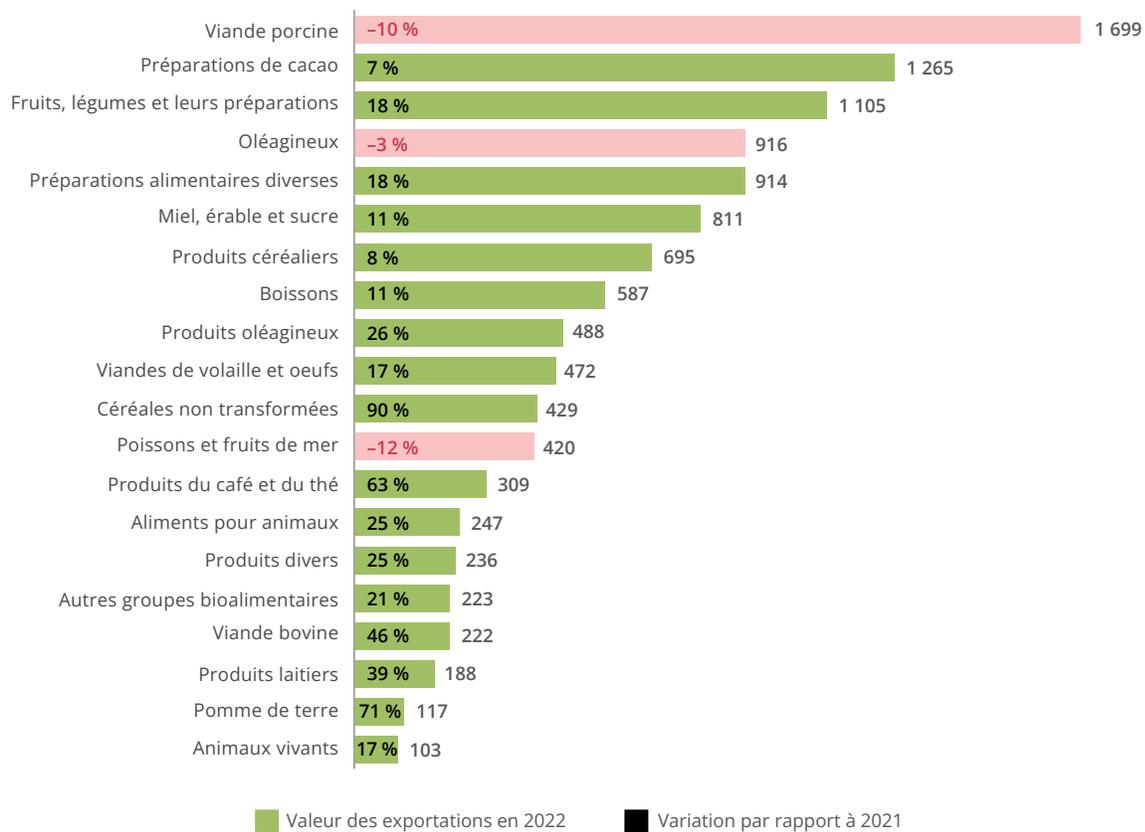
75 % Part des exportations du Québec en produits agricoles transformés

Les exportations internationales²⁰ sont en croissance dans un contexte inflationniste

Dans un contexte inflationniste mondial, les exportations bioalimentaires du Québec ont atteint un autre sommet de 11,4 G\$ avec une croissance de 11 % par rapport à l'année précédente. Cependant, la croissance des exportations du Québec a été moins rapide que celles de l'Ontario (+21 %) et de l'ensemble du Canada (+13 %) en 2022.

Presque tous les groupes de produits bioalimentaires du Québec ont contribué à la croissance de la valeur des exportations de l'ensemble de l'industrie bioalimentaire québécoise en 2022, à l'exception des secteurs de la viande porcine (-186 M\$, -10 %), des poissons et des fruits de mer (-57 M\$, -12 %) et des oléagineux (-27 M\$, -3 %). En particulier, le secteur des céréales non transformées (+202 M\$, +90 %) a soutenu cette performance des exportations grâce, entre autres, à la hausse en valeur et en volume des exportations de maïs (+97 M\$, +86 %; +155 679 tonnes, +47 %) et de blé (+67 M\$, +129 %; +87 187 tonnes, +64 %).

FIGURE 5.1 | PRINCIPAUX PRODUITS BIOALIMENTAIRES EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC EN 2022 (en millions de dollars) ET VARIATION DE LA VALEUR EXPORTÉE (en pourcentage)



Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

Comme l'année précédente, le repli de la demande chinoise (-184 M\$) pour la viande porcine, le principal produit d'exportation du Québec, a fortement contribué à la baisse de la valeur des exportations du secteur en 2022. Au même moment, les exportations de viande porcine vers les États-Unis ont continué d'augmenter pour atteindre la valeur de 633 M\$, ce qui constitue une hausse de 29 % (+142 M\$) depuis la baisse enregistrée en 2020 (10 %, 53 M\$).

²⁰ Les données douanières d'importation et d'exportation sont compilées selon la province de dédouanement.

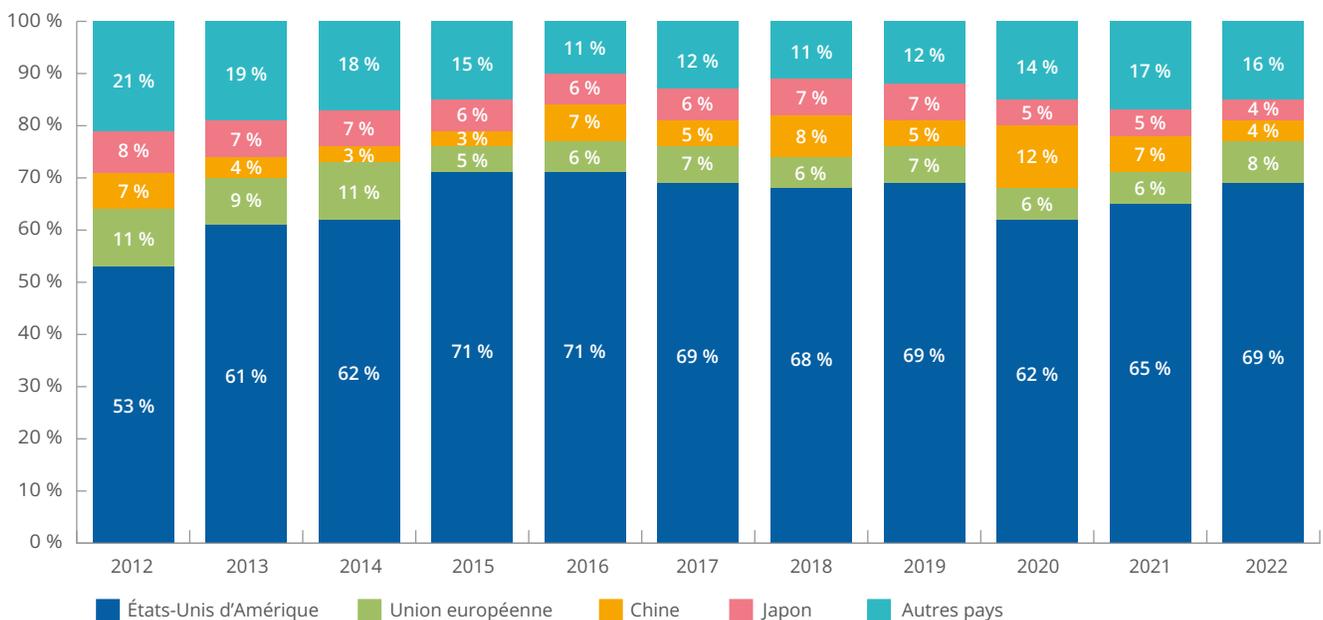
Les États-Unis demeurent la principale destination des exportations internationales du Québec

Tout comme les années antérieures, la destination de la majeure partie des exportations bioalimentaires internationales du Québec a peu changé. Les États-Unis ont acheté 69 % de ces exportations. Leur part a augmenté de 7 points de pourcentage depuis 2020 (62 %).

La hausse des exportations québécoises de maïs vers l'Union européenne (8 %) a permis à cette région de revenir à la deuxième position des principales destinations des exportations internationales du Québec, devant la Chine (4 %), une destination pour laquelle elles affichent un recul pour une deuxième année consécutive (-35 %, -249 M\$), après la forte augmentation enregistrée en 2020 (+142 %, +689 M\$). Le Japon (4 %) arrive en quatrième position et affiche aussi une baisse pour une deuxième année consécutive (-11 %, -53 M\$).

En dehors des principaux partenaires mentionnés ci-dessus, le secteur bioalimentaire québécois a maintenu, voire amélioré, la croissance, enregistrée depuis 2021, de la valeur de ses exportations vers d'autres partenaires moins évoqués. Il s'agit des Philippines (+2 %, +6 M\$), du Mexique (+32 %, +46 M\$) et de l'Indonésie (+42 %, +55 M\$). Particulièrement, les exportations bioalimentaires du Québec vers le Royaume-Uni ont plus que doublé depuis 2019, passant de 49 M\$ à 106 M\$ en 2022.

FIGURE 5.2 | PARTS DES DIFFÉRENTES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC EN 2022



Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

Les importations internationales bioalimentaires du Québec proviennent majoritairement d'Europe et des États-Unis

Dans un contexte de hausse des prix internationaux des intrants agricoles et des denrées de base, la valeur des importations internationales du Québec se chiffre à 9,7 G\$, ce qui représente une augmentation de 21 % (+1,7 G\$) par rapport à 2021. La plupart des principaux secteurs bioalimentaires ont enregistré une croissance de la valeur de leurs importations.

À l'instar des années précédentes, les principaux produits importés par le Québec en 2022 étaient :

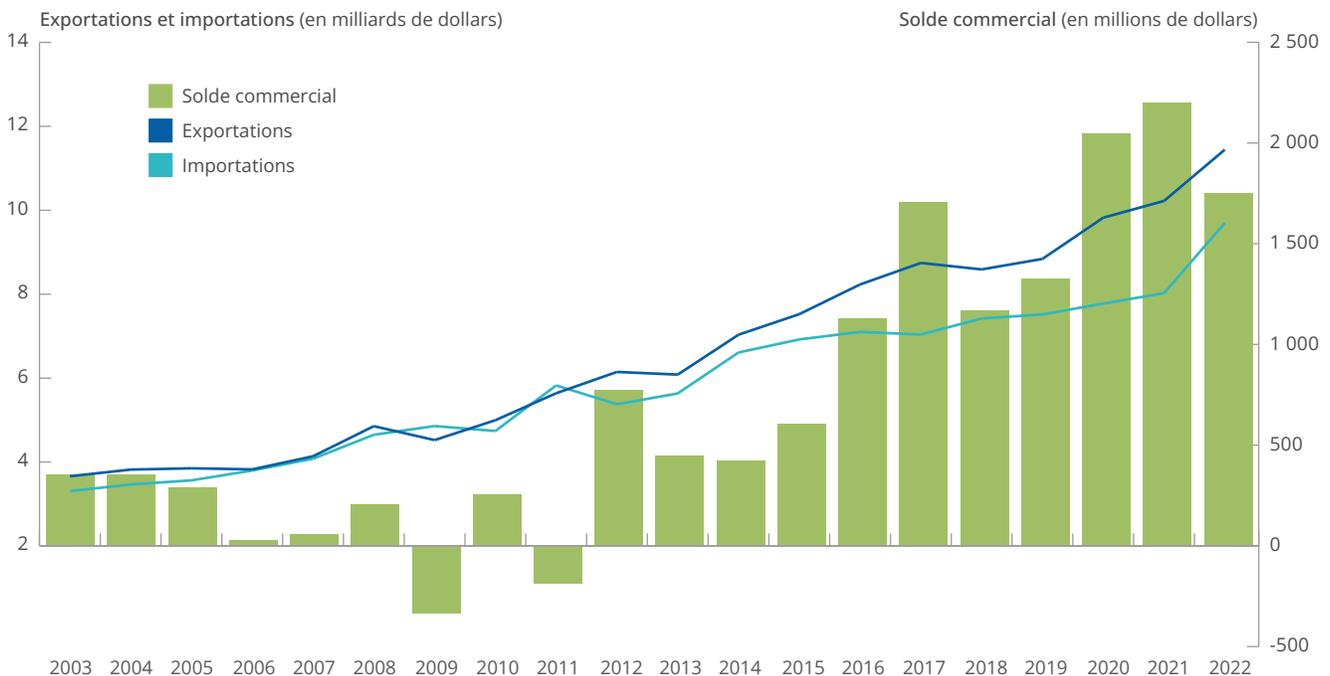
- les boissons (1,9 G\$, soit 19 %);
- les fruits, les légumes et leurs préparations (1,8 G\$, soit 19 %);
- le cacao et ses préparations (0,9 G\$, soit 10 %).

Les premiers marchés d'importation pour le Québec sont l'Union européenne (30 %) et les États-Unis (17 %). Le Brésil suit avec une part de 8 % des importations totales québécoises. Notons toutefois qu'en 2022, les importations bioalimentaires du Québec en provenance du Brésil ont connu une croissance (+48 %, +240 M\$) plus importante que celles des dernières années. Cette croissance est surtout le fait de l'augmentation des importations du sucre de canne et de café.

Le solde commercial international bioalimentaire du Québec est excédentaire

En 2022, le Québec a affiché un solde commercial bioalimentaire excédentaire de 1,7 G\$ sur le marché international. Cependant, ce niveau est inférieur à celui obtenu l'année précédente (2,2 G\$) à cause de l'augmentation plus élevée de la valeur des importations comparativement à celle des exportations.

FIGURE 5.3 | COMMERCE BIOALIMENTAIRE INTERNATIONAL DU QUÉBEC EN 2022



Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.



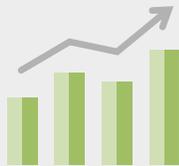
6 LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS, DES BOISSONS ET DES PRODUITS DU TABAC



36,7 G\$ (+5,8 %)
**Livraisons manufacturières
(ventes)**



72 631 (-1,8 %)
Emplois



1,0 G\$ (-22,2 %)
Investissements



8,2 G\$ (-0,4 %)
**PIB de la
transformation alimentaire**



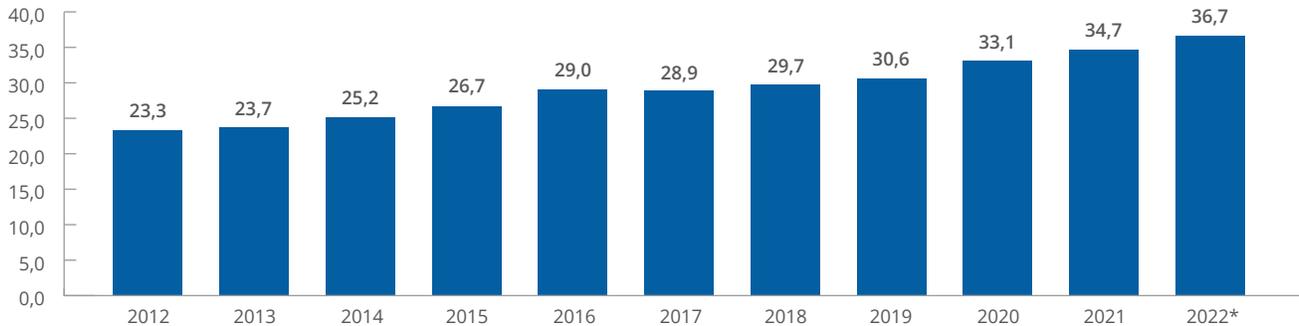
+10,2 %
Croissance des prix des aliments
vendus par les fabricants

+8,4 %
Croissance des prix des boissons
vendues par les fabricants

En 2022, les livraisons ont poursuivi leur croissance au Québec, portées par la hausse des prix

La valeur des livraisons (ventes) manufacturières de la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac est estimée à 36,7 G\$ pour l'année 2022, ce qui représente une hausse de 5,8 % qui est légèrement supérieure à celle de l'année 2021 (5 %).

FIGURE 6.1 | VALEUR ESTIMÉE DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE LA FABRICATION D'ALIMENTS, DE BOISSONS ET DE PRODUITS DU TABAC AU QUÉBEC, DE 2012 À 2022 (en milliards de dollars)



* Estimations.

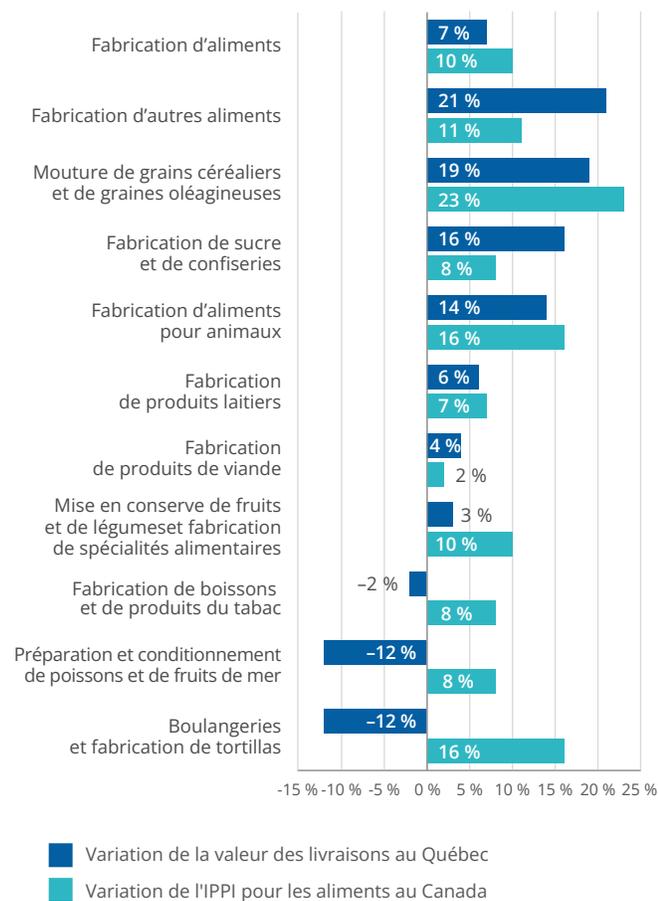
Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 16-10-0048-01 et 16-10-0118-01 ; compilation et estimations du MAPAQ.

Les prix ont joué un rôle de premier plan dans la croissance des livraisons manufacturières dans la majorité des secteurs au Québec en 2022. En effet, la valeur des biens vendus aux limites de l'établissement, selon l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) au Canada, a connu une progression importante. À l'échelle canadienne, en 2022, elle a progressé de 10 % dans le secteur des aliments et de 8 % dans celui des boissons. Plusieurs sous-catégories ont connu une augmentation plus marquée que d'autres dans ce contexte. D'ailleurs, il est à noter que ce secteur enregistre une croissance soutenue, essentiellement par les prix, depuis l'année 2017.

La catégorie des autres aliments, composée entre autres, du café, des croustilles et des sauces, a connu une hausse importante de ses ventes de 20,7 % pour la période 2021-2022. Cette catégorie représente 13 % des ventes manufacturières de la transformation alimentaire, et la croissance observée correspond au tiers de la hausse observée pour l'ensemble des livraisons du secteur de la transformation alimentaire. Environ la moitié de cette augmentation serait attribuable à l'effet des prix et l'autre serait justifiée par une croissance réelle sur le plan des volumes produits.

Le créneau de la fabrication de produits laitiers et celui de la fabrication de produits de viande ont connu respectivement des augmentations de 6,4 % et de 4,2 %. Ces hausses sont légèrement inférieures à celles observées en Ontario et dans l'ensemble du Canada. Néanmoins, ces deux secteurs représentent 30 % de la croissance des livraisons au Québec. La progression des prix selon l'IPPI pour ces deux catégories a été en moyenne inférieure à celle constatée pour l'ensemble des aliments et elles ont connu une hausse, en termes réels, de leurs extrants.

FIGURE 6.2 | VARIATION DE LA VALEUR ESTIMÉE DES LIVRAISONS DES SOUS-SECTEURS DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC ET DE L'IPPI AU CANADA EN 2022



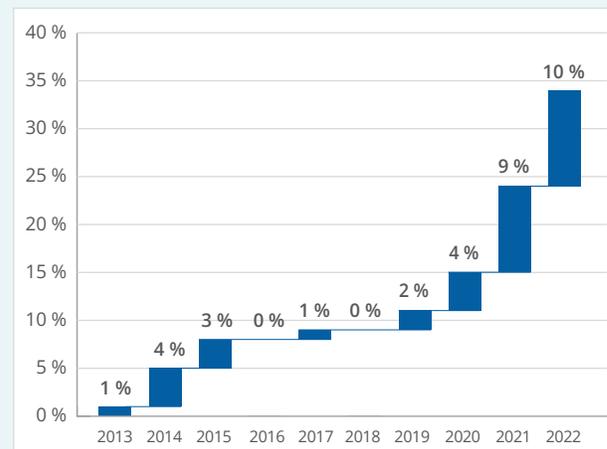
Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 16-10-0118-01, 16-10-0114-01 et 18-10-0267-01 ; compilation et estimations du MAPAQ

DE 2012 À 2022, L'IPPI POUR LES ALIMENTS A AUGMENTÉ DE 39 %

L'Indice des prix des produits industriels (IPPI) permet de mesurer la variation des prix des principaux produits vendus par les fabricants exerçant leurs activités au Canada. Les prix recueillis sont ceux des biens vendus aux limites de l'établissement. Par conséquent, les prix visés par l'IPPI représentent non pas ce que l'acheteur paie, mais ce que le transformateur reçoit.

Les prix des aliments vendus par les transformateurs ont ainsi augmenté de 39 % de 2012 à 2022 et de 10 % au cours de la dernière année, dans la lignée de la croissance généralisée des prix sur toute la chaîne de valeur bioalimentaire.

FIGURE 6.3 | CROISSANCE DE L'IPPI POUR LES ALIMENTS AU CANADA, PAR ANNÉE, DE 2013 À 2022



Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0267-01 ; compilation du MAPAQ.

Bien que l'augmentation des livraisons manufacturières ait été significative au Canada et au Québec, cette réalité cache une stagnation de la production manufacturière dans ce secteur. Ainsi, une fois l'effet des prix (IPPI) retiré, la croissance réelle n'est que de 0,4 % au Canada pour l'année 2022. Bien que l'IPPI n'existe pas pour les provinces, nous estimons que la progression réelle des ventes manufacturières au Québec a suivi la même tendance qu'au Canada. Ainsi, depuis 2020, la période pandémique et le contexte géopolitique mondial ont accentué les défis pour cette industrie, dont les livraisons en termes réels tendent à stagner.

Le créneau des aliments pour animaux et celui des céréales et des oléagineux ont connu une croissance de 14,2 % et de 19,3 % respectivement au cours de la période 2021-2022. Ces deux catégories sont responsables d'environ un quart de la hausse des livraisons. Cette importante augmentation est attribuable essentiellement aux prix.

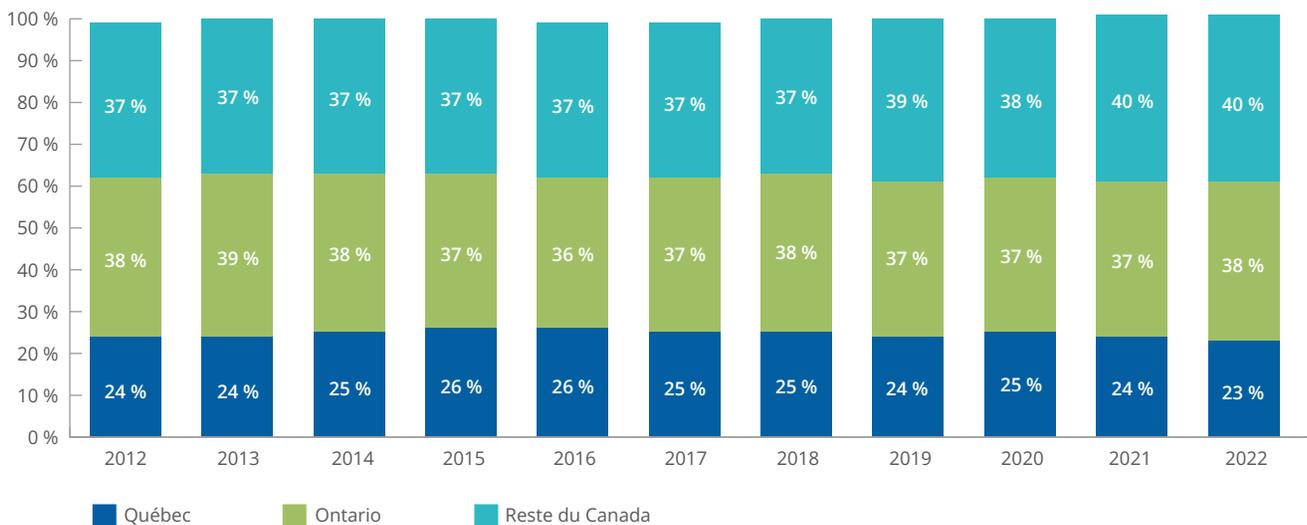
Pour le secteur des boissons et du tabac, après une longue expansion, la dernière période a été ponctuée par une légère régression. À l'échelle canadienne, la valeur des ventes manufacturières dans ce créneau a plutôt stagné pendant cette période. Sans l'effet des prix, nous estimons que ce créneau aurait connu un recul de 7,6 %. Cette contraction est aussi marquée pour le Québec que pour l'Ontario. La poursuite du déclin de l'industrie du tabac et les difficultés dans l'industrie du cannabis comptent pour une bonne part de ce repli des livraisons. En isolant la catégorie des boissons, qui a été marquée par l'introduction d'une multitude de nouveaux produits et qui connaît peut-être la fin d'un cycle, nous constatons que ce créneau a connu un recul réel de -18,9 % dans l'ensemble du Canada.

Les livraisons manufacturières des autres provinces ont connu des croissances plus fortes en 2022 comparativement au Québec

La croissance observée pour la transformation des aliments, des boissons et du tabac a été de 13 % en Ontario et de 11 % dans l'ensemble du Canada.

D'une manière globale, la part du Québec dans les livraisons manufacturières de ce secteur au Canada connaît une baisse depuis 2017. Elle est passée de 25 % en 2017 à 23 % en 2022. Le poids du Québec en 2022 est principalement imputable à une croissance plus forte dans plusieurs catégories en Ontario par rapport au Québec. Il s'agit notamment des créneaux de la boulangerie et de la fabrication de tortillas, de la fabrication de produits de viande ainsi que de la mouture de grains céréaliers et de graines oléagineuses.

FIGURE 6.4 | PARTS ESTIMÉES DU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE DU QUÉBEC, DE L'ONTARIO ET DU RESTE DU CANADA DANS LES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES CANADIENNES, DE 2012 À 2022



Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 16-10-0048-01, 16-10-0118-01 et 16-10-0114-01 ; compilation et estimations du MAPAQ.



7 LA PÊCHE MARITIME ET LA TRANSFORMATION DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER

VALEUR DES DÉBARQUEMENTS

450 M\$

95 %

Part des crustacés dans la valeur des débarquements



VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES

581,4 M\$

737,2 M\$
Importations internationales



420,4 M\$
Exportations internationales



1 371
entreprises



États-Unis (88 %)
Principale destination des exportations internationales



5 265
emplois

La valeur des débarquements des pêches maritimes a atteint un record historique de 450 M\$

Les débarquements des pêches maritimes ont atteint un niveau record en 2022 avec une valeur d'environ 450 M\$, ce qui représente une augmentation de 3,1 % par rapport à 2021. Cette croissance s'explique principalement par une hausse de la valeur des crustacés de 4,1 %, portée par la croissance de la valeur du crabe des neiges (+8,4 %) et du homard d'Amérique (+1,0 %). Il est à noter que ces deux espèces représentaient 90 % de la valeur des débarquements des pêches maritimes en 2022.

TABLEAU 7.1 | VALEUR DES DÉBARQUEMENTS DES PÊCHES MARITIMES AU QUÉBEC, DE 2018 À 2022^p
(en millions de dollars)

GROUPES D'ESPÈCES	UNITÉ	2018	2019	2020 P	2021 P	2022 P	2022/2021
Pêches maritimes	M\$	350,1	380,7	270,5	436,7	450,0	3,1 %
Crustacés	M\$	322,6	351,5	245,4	409,3	426,2	4,1 %
Crabe des neiges	M\$	176,6	176,3	103,9	187,3	203,0	8,4 %
Crevette nordique	M\$	27,8	31,2	25,8	20,0	19,8	-1,1 %
Homard d'Amérique	M\$	116,6	142,2	114,5	200,1	202,1	1,0 %
Autres crustacés	M\$	1,6	1,8	1,2	1,9	1,3	-29,5 %
Autres espèces	M\$	27,5	29,2	25,1	27,4	23,8	-12,9 %

p : Données préliminaires.

Source : Pêches et Océans Canada, (région du Québec); compilation du MAPAQ.

Une baisse des volumes débarqués à l'exception du homard et du crabe des neiges

C'est d'ailleurs grâce à la hausse des volumes relatifs à ces deux crustacés que la valeur globale des débarquements a pu augmenter (+3,1 %), alors que le volume global a diminué de 5,1 %. En effet, alors que le volume des captures du crabe des neiges s'est établi à 13 202 t (+18,1 %) et celui du homard d'Amérique, à 11 523 t (+7,9 %), le prix au débarquement de ces crustacés s'est négocié respectivement à 15,4 \$/kg et à 17,5 \$/kg, ce qui correspond à des baisses de 8,2 % et de 6,5 % comparativement à 2021.

TABLEAU 7.2 | VOLUME DES DÉBARQUEMENTS DE CRUSTACÉS, DE 2018 À 2022^p (en millions de tonnes)

GROUPES D'ESPÈCES	2018	2019	2020	2021	2022	VARIATION 2022/2021
Volume des débarquements	45,8	45,7	46,2	40,6	38,6	-5,1 %
Poissons de fond	2,7	3,0	2,5	2,6	2,2	-15,5 %
Poissons pélagiques et autres	6,2	4,9	5,6	4,3	3,4	-20,3 %
Mollusques et crustacés	36,4	37,2	37,6	33,3	32,6	-2,0 %
Crabe des neiges	15,0	14,5	12,6	11,2	13,2	18,1 %
Crevette nordique	8,2	8,4	10,9	8,0	5,1	-36,0 %
Homard d'Amérique	8,1	9,7	10,3	10,7	11,5	7,9 %
Autres mollusques et crustacés	5,0	4,6	3,8	3,4	2,8	-17,6 %
Autres espèces	0,5	0,6	0,4	0,5	0,3	-34,8 %

p : Données préliminaires.

Source : Pêches et Océans Canada (région du Québec); compilation du MAPAQ.

Il est à noter qu'en 2022, les crabiers ont bénéficié d'une hausse importante du total autorisé pour les captures. Quant aux homardiens, ils ont profité de conditions météorologiques avantageuses et du bon état du stock de homards dans les eaux marines du Québec. Pour ces deux crustacés, les volumes ont représenté 64 % du volume total des débarquements des pêches maritimes au Québec en 2022.

Les livraisons de l'industrie de la transformation des poissons et des fruits de mer connaissent une décroissance

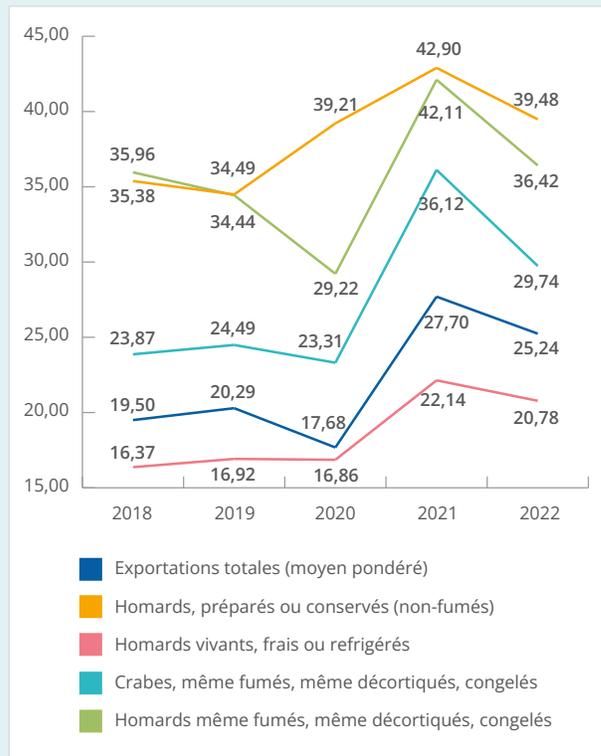
La valeur québécoise des ventes des pêches maritimes dépend en grande partie du marché de la transformation des poissons et des fruits de mer du Québec, auquel sont destinées environ 90 % de ses ventes.

Les livraisons de l'industrie de la transformation des poissons et des fruits de mer sont estimées à 581,4 M\$ pour 2022, ce qui représente une diminution de 11,7 % par rapport à 2021. Ces livraisons se répartissent notamment entre les exportations internationales (420,4 M\$) et les ventes au Canada (161,0 M\$). La décroissance de ces livraisons découle de la baisse des exportations internationales (11,9 %), qui ont été influencées par la chute des prix à l'exportation du crabe et du homard en 2022 (voir l'encadré).

LES PRIX À L'EXPORTATION DU CRABE ET DU HOMARD ONT FORTEMENT BAISSÉ EN 2022

Les marchés extérieurs ont compté pour 84 % des livraisons de poissons et de fruits de mer transformés au Québec en 2022, soit 72 % pour le marché des exportations internationales et 12 % pour celui des exportations interprovinciales. Les ventes internationales sont dirigées principalement vers les États-Unis (88 % de la valeur), dont 50 % majoritairement vers l'État du Massachusetts. Elles comprennent en grande partie des produits du crabe (60 %) et du homard (28 %). Les prix à l'exportation des deux principaux produits, soit le crabe et le homard fumés, décortiqués et congelés, ont diminué de 17,6 % et de 13,5 % respectivement en 2022.

FIGURE 7.1 | PRIX DES PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS À L'INTERNATIONAL (en dollars par kilogramme)



Source : Global Trade Tracker et compilation MAPAQ

TABLEAU 7.3 | LIVRAISONS DE L'INDUSTRIE DE LA PRÉPARATION ET DU CONDITIONNEMENT DE POISSONS ET DE FRUITS DE MER, À L'INTERNATIONAL ET AU CANADA, DE 2018 À 2022 (en millions de dollars)

INDICATEURS	UNITÉ	2018	2019	2020	2021	2022
Livraisons	M\$	567,0	591,3	480,4	658,2	581,4 ^e
Exportations internationales*	M\$	408,6	426,9	336,7	476,3	420,4
Part des exportations internationales	%	72 %	70 %	71 %	71 %	72 %
Ventes au Canada	M\$	158,4	179,7	136,7	196,1	161,0
Part des ventes au Canada	%	28 %	30 %	29 %	29 %	28 %

e : Données estimées.

* Exportations internationales selon les codes SH.

Sources : Statistique Canada et Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.



8 L'AGRICULTURE

RECETTES MONÉTAIRES PROVENANT DU MARCHÉ

12,1 G\$ (+13,6 %)

57 %

Part des productions animales
dans les recettes monétaires
provenant du marché



RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES TOTALES

12,8 G\$ (+13,9 %)



5 % Part du Québec dans les terres cultivables au Canada

14 % Part du Québec dans les recettes monétaires canadiennes provenant du marché



2,9 G\$ (+20,8 %)

Exportations

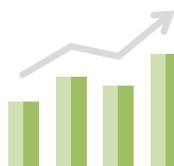
internationales de produits
agricoles primaires

4,6 G\$ (+5,4 %)
PIB de l'agriculture



28 000

Exploitations agricoles



1,2 G\$ (+4,5 %)

Investissements de l'agriculture



56 225 (-1,9 %)

Emplois agricoles

Une croissance des ventes agricoles

Au Québec, les recettes monétaires agricoles tirées du marché ont connu une forte croissance de 14 % en 2022 pour atteindre 12,1 G\$.

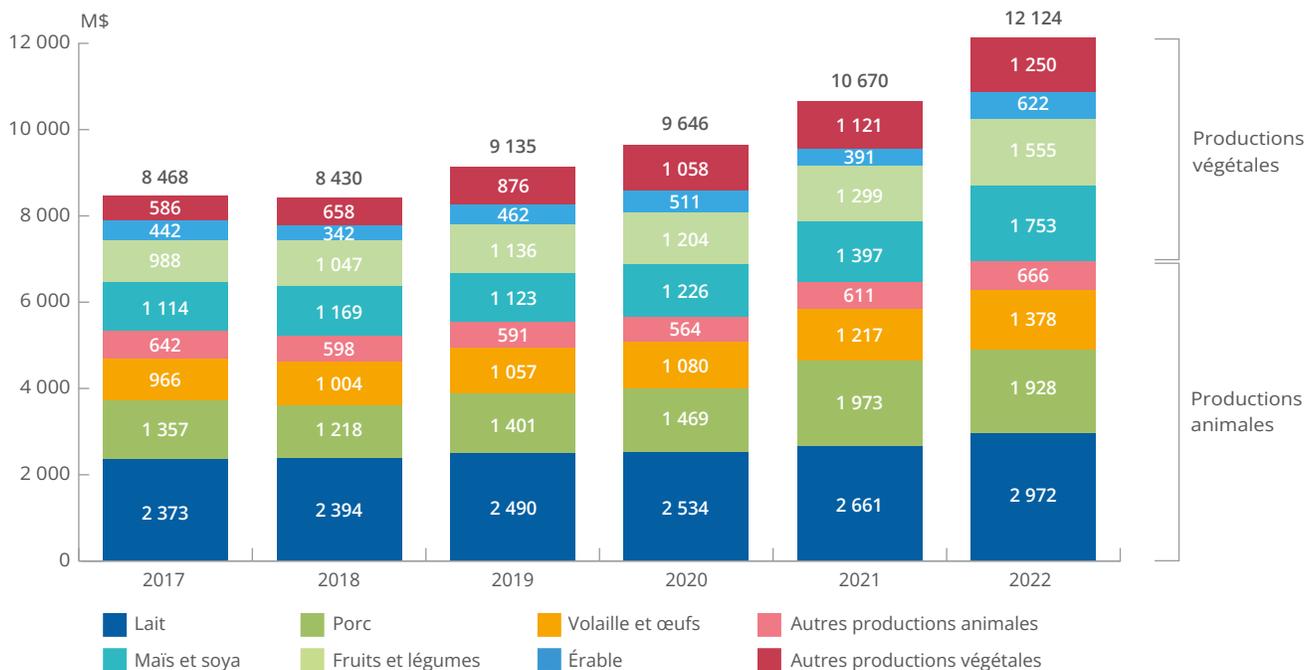
Ce résultat est grandement attribuable à la croissance de 972 M\$ observée dans les productions végétales. Pour la première fois, les ventes agricoles de ces productions ont atteint le seuil des 5,0 G\$, s'établissant à 5,2 G\$. La vigueur de la demande mondiale pour l'importation de maïs, les inquiétudes et les chocs occasionnés par la guerre en Ukraine et de mauvaises récoltes de soya en Amérique du Sud ont propulsé vers le haut les prix internationaux de ces denrées, dont sont tributaires les prix payés aux producteurs du Québec. De plus, des rendements à l'entaille exceptionnels, dus à des conditions météorologiques favorables, ont généré une récolte printanière de sirop d'érable d'une ampleur sans précédent.

La hausse des volumes récoltés de bleuets et de canneberges, de meilleurs prix payés aux producteurs d'importantes variétés de légumes de champ et l'expansion des superficies de cultures en serre, dans la foulée des récents investissements en ce sens, ont également contribué à la hausse des recettes monétaires dans les productions végétales.

Par ailleurs, les recettes monétaires ont affiché une hausse de 482 M\$ dans les productions animales pour s'élever à 6,9 G\$. La hausse des prix payés aux producteurs dans les secteurs sous gestion de l'offre, soit le lait, la volaille et les œufs, est le principal facteur de cette croissance. Bien que dans une moins grande proportion que les prix payés, des augmentations des volumes commercialisés par les producteurs de lait et de poulet ont aussi favorisé la croissance de la valeur de leurs ventes.

Pour leur part, les recettes monétaires ont légèrement diminué pour la production porcine, en raison de prix inférieurs payés aux éleveurs en 2022 comparativement à ceux de l'année 2021. Cette réduction des prix s'explique par un rabais temporaire, consenti à compter du mois d'avril, comparativement au prix qui aurait été payé selon la convention de mise en marché relative à cette production.

FIGURE 8.1 | RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES PROVENANT DU MARCHÉ AU QUÉBEC, DE 2017 À 2022
(en millions de dollars)



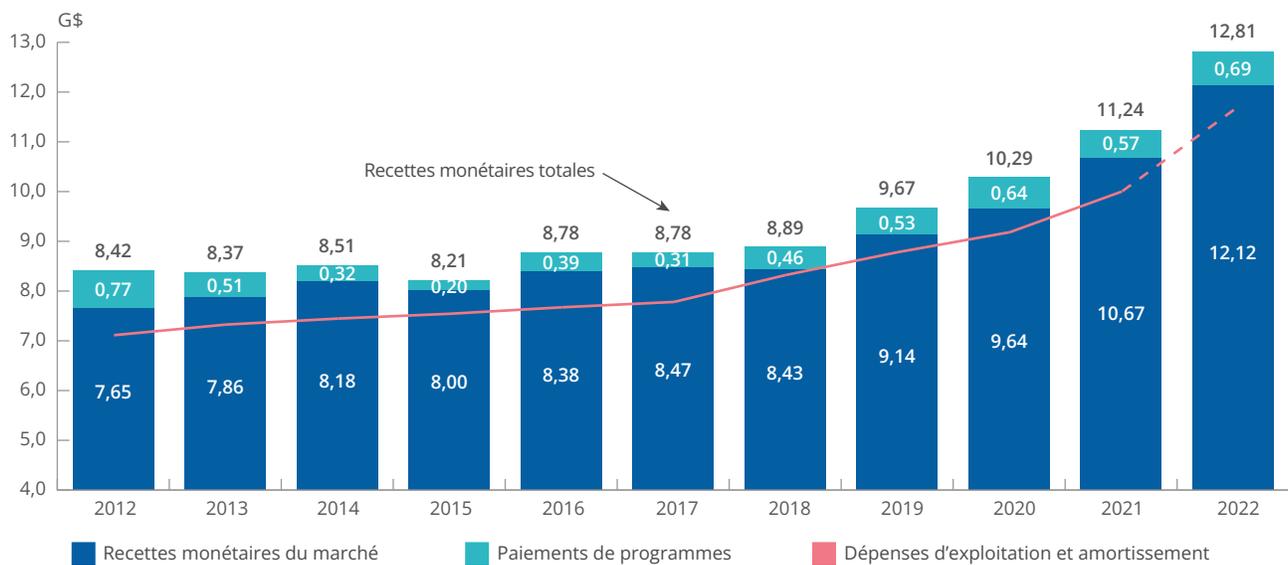
Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

Avec les paiements de programmes gouvernementaux de 688 M\$, les recettes monétaires agricoles totales se chiffrent à 12,8 G\$ au Québec pour 2022. Cette somme représente 1,6 G\$ de plus qu'en 2021.

Cette croissance importante des recettes monétaires agricoles totales ne s'est pas nécessairement accompagnée d'une amélioration de la rentabilité du secteur agricole, pris dans son ensemble. En effet, les informations disponibles indiquent que les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles ont également connu une forte croissance en 2022, soit de l'ordre de 17 %.

D'importants facteurs qui exerçaient déjà une pression à la hausse sur les dépenses en 2021 ont été exacerbés par la guerre sévissant en Ukraine en 2022. Les chocs provoqués par le conflit ont accentué la croissance des prix internationaux de l'énergie, des engrais et, du point de vue des éleveurs, des céréales qui sont requises pour l'alimentation des animaux. De plus, le relèvement des taux d'intérêt s'est traduit par des coûts de financement plus élevés pour les producteurs ayant emprunté pour des projets d'investissement en 2022, ceux ayant eu à renouveler le terme de leur prêt et ceux ayant recours à un taux variable.

FIGURE 8.2 | REVENUS ET DÉPENSES AGRICOLES AU QUÉBEC, DE 2012 À 2022 (en milliards de dollars)



Source : Statistique Canada, estimation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada; compilation du MAPAQ.



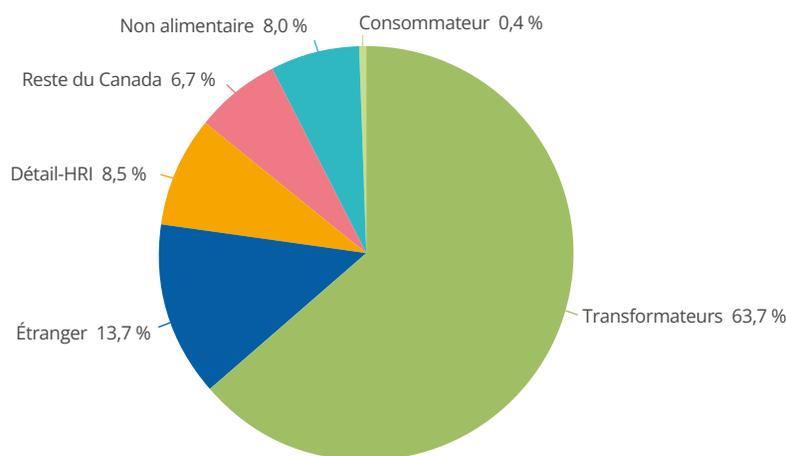
9 LA DYNAMIQUE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC

L'industrie bioalimentaire québécoise se caractérise par un lien étroit entre la production et la transformation. De plus, elle évolue dans un environnement économique très ouvert aux marchés extérieurs, autant canadiens qu'internationaux. Cette section présente donc les résultats préliminaires du modèle des flux économiques de l'industrie bioalimentaire du Québec pour l'année 2021. Un schéma de ce modèle est joint en annexe.

Une interdépendance étroite est constatée au Québec entre la production et la transformation

La production agricole est largement transformée au Québec. Environ 64 % de la valeur des recettes monétaires agricoles du marché²¹ et des débarquements des pêches commerciales provient directement de la vente aux transformateurs. La production de lait, de porc, de poulet et de maïs ainsi que celle issue de la pêche maritime sont les plus liées à l'industrie québécoise de la transformation. Parallèlement, les secteurs de la production de fruits, de légumes et d'œufs de consommation sont davantage rattachés au secteur de la distribution alimentaire et du réseau HRI. Ce secteur est responsable de 9 % des recettes agricoles. La vente directe aux consommateurs, notamment celle de sirop d'érable, compose moins de 1 % du total des recettes.

FIGURE 9.1 | RÉPARTITION DES RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES DU MARCHÉ ET DES DÉBARQUEMENTS DES PÊCHES COMMERCIALES DE 11,5 G\$ EN 2021



Sources : Statistique Canada, Pêches et Océans Canada (région du Québec), modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec et Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

Le secteur de la fabrication des aliments et des boissons, de son côté, a réalisé des revenus de l'ordre de 34,7 G\$ en 2021. La même année, si l'on évite le double comptage, on constate que le complexe industriel composé des maillons de la production agricole et de la transformation alimentaire a effectué des ventes finales de 33,9 G\$, dont 88 % proviennent de la transformation.

21 Le concept de recettes monétaires de marché correspond au volume commercialisé, évalué selon le prix à la ferme. Ces ventes de produits agricoles excluent les ventes réalisées entre des exploitations agricoles situées dans une même province.

Près de 42 % des ventes finales du complexe production-transformation sont dirigées vers le marché de détail alimentaire et le réseau HRI du Québec

Les ventes de produits alimentaires au marché extérieur correspondent à 49 % des ventes finales du complexe production-transformation, tandis que 42 % des produits alimentaires sont réservés aux marchés du Québec. Le marché non alimentaire, notamment celui du tabac, des produits de pépinières et de la floriculture ainsi que du cannabis, représente 10 % des ventes finales.

TABLEAU 9.1 | RÉPARTITION DES VENTES FINALES DU COMPLEXE PRODUCTION-TRANSFORMATION SELON LE SECTEUR ET LA DESTINATION (MARCHÉ), EN 2021 (en millions de dollars)

VENTES (M\$)	MARCHÉ NON ALIMENTAIRE	MARCHÉ ALIMENTAIRE				TOTAL	%
		AU QUÉBEC		À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC			
		CONS.*	DÉTAIL ET HRI	ÉTRANGER	RDC**		
Producteurs	799	45	979	1 573	767	4 163	12
Transformateurs	2 520		13 086	6 755	7 327	29 688	88
Total	3 319	45	14 066	8 328	8 094	33 851	
%	10	0	42	25	24		

* Consommateurs.

** Reste du Canada.

Il est à noter que la somme des montants peut différer du total en raison de l'arrondissement.

Sources : Statistique Canada, Pêches et Océans Canada (région du Québec), modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec et données sur le commerce en direct du Canada; compilation du MAPAQ.

Les exportations internationales et interprovinciales des produits alimentaires équivalent à 25 % et à 24 % des ventes finales respectivement. Les premières sont constituées principalement des produits dérivés de la viande de porc, de la mise en conserve de fruits et de légumes, de la fabrication de sucre et de confiseries, de la fabrication d'autres aliments²², de la préparation et du conditionnement de poissons et de fruits de mer, du sirop d'érable ainsi que des fèves de soya. En ce qui concerne le marché interprovincial, le Québec y expédie surtout des produits laitiers, des produits de viande, d'autres aliments et des bovins de boucherie.

À propos des marchés locaux, 42 % des ventes finales sont liées au marché de détail alimentaire et au réseau HRI de même qu'aux ventes directes au consommateur final.

La proportion des achats alimentaires du commerce de détail et du réseau HRI effectués auprès de fournisseurs québécois s'estime à 53,4 %

Les achats alimentaires du commerce de détail et du réseau HRI sont estimés à 26,3 G\$. Les ventes du complexe production-transformation réalisées auprès de commerces de détail et du réseau HRI ne comblent pas entièrement la demande québécoise de produits bioalimentaires. En effet, 46,6 % de cet approvisionnement provient de l'extérieur du Québec, soit 24,7 % du reste du Canada et 21,9 % du marché international. Les achats réalisés auprès de fournisseurs québécois constituent environ 53,4 % de l'approvisionnement en produits alimentaires. Une grande proportion des achats effectués au Québec, soit 93 %, correspond aux produits alimentaires transformés. Les produits non transformés provenant du secteur de l'agriculture et de la pêche correspondent aux 7 % qui restent.

22 Ils comprennent les aliments à grignoter, le café et le thé, les sirops et les concentrés aromatisants, les assaisonnements et les vinaigrettes ainsi que d'autres préparations alimentaires.

TABLEAU 9.2 | PROVENANCE, PAR RÉGION, DES ACHATS ALIMENTAIRES RÉALISÉS PAR LE COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE ET LE RÉSEAU HRI (estimations) EN 2021

PROVENANCE		G\$	%
Québec	Producteurs	0,9	3,7
Québec	Transformateurs	13,1	49,7
Canada	Marché interprovincial	6,5	24,7
Étranger	Marché international	5,8	21,9
Total - achats alimentaires		26,3	100

Il est à noter que la somme des montants peut différer du total en raison de l'arrondissement

Sources : Statistique Canada, Pêches et Océans Canada (région du Québec), modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec et données sur le commerce en direct du Canada; compilation du MAPAQ.

À la somme de 26,3 G\$ (achats de produits alimentaires) s'ajoutent 26,4 G\$ liés aux autres dépenses, comme le transport, l'entreposage, le fonctionnement et la main-d'œuvre, et des marges bénéficiaires de détaillants et de restaurateurs. Par conséquent, la valeur de la demande alimentaire des consommateurs s'établit à 52,8 G\$.

ANNEXES

ANNEXE 1 | PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE QUÉBÉCOISE EN 2021 ET 2022

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL AUX PRIX DE BASE (M\$)	2021	2022	VARIATION 2022/2021
Agriculture et pêches	4 500	4 720	4,9 %
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	8 201	8 171	-0,4 %
Commerce de gros (agricole, alimentaire, boissons et tabac)	2 720	2 752	1,2 %
Magasins d'alimentation	4 332	4 170	-3,7 %
Services de restauration et débits de boissons	4 749	5 825	22,6 %
Autres détaillants, services alimentaires et circuits	1 836	2 164	17,9 %
Total bioalimentaire*	26 338	27 802	5,6 %
Total bioalimentaire, incluant le cannabis autorisé*	27 304	28 958	6,1 %
Ensemble de l'économie**	381 260	391 189	2,6 %

EMPLOIS	2021	2022	VARIATION 2022/2021
Agriculture et pêches	60 958	59 875	-1,8 %
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	73 988	72 631	-1,8 %
Commerce de gros (agricole, alimentaire, boissons et tabac)	31 999	32 895	2,8 %
Magasins d'alimentation	132 423	131 558	-0,7 %
Restauration commerciale et débits de boissons	183 241	220 524	20,3 %
Total pour le bioalimentaire	482 609	517 483	7,2 %
Ensemble de l'économie	4 273 325	4 403 117	3,0 %

INVESTISSEMENTS (M\$) ^{1, 2}	2021 ^p	2022 ^p	VARIATION 2022 ^p /2021 ^p
Agriculture et pêches ³	1 153	1 194	3,6 %
Fabrication d'aliments, de boissons et de tabac ³	1 232	958	-22,2 %
Commerce de gros (agricole, alimentaire, boissons et tabac) ⁴	485	473	-2,5 %
Magasins d'alimentation ⁴	433	422	-2,5 %
Services de restauration et débits de boissons ⁴	317	253	-20,2 %
Total bioalimentaire ^{3,4}	3 620	3 300	-8,8 %
Ensemble de l'économie	64 094

* Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).

** : PIB réel aux prix de base, par industrie (Statistique Canada, mai 2023).

p : donnée provisoire.

Sources PIB réel : Statistique Canada; compilation et estimation du MAPAQ.

Sources Investissements : Statistique Canada, Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon l'industrie et le type d'actif et Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations; estimation de l'Institut de la statistique du Québec; compilation et estimation du MAPAQ.

1. Les données comprennent les dépenses pour la construction de bâtiments non résidentiels, pour des travaux de génie, pour de la machinerie et du matériel ainsi que pour des produits de propriété intellectuelle.
2. Les données de 2021 et 2022 sont provisoires et sujettes à révision. Elles sont à utiliser avec une certaine prudence.
3. Pour l'agriculture et les pêches ainsi que pour la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac, les données de 2021 proviennent des Flux et stocks de capital fixe non résidentiel de Statistique Canada. Pour 2022, elles sont des estimations du MAPAQ et de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), réalisées à partir des Flux et stocks de capital fixe non résidentiel ainsi que de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada.
4. Pour le secteur tertiaire bioalimentaire et ses sous-secteurs, les données ont été estimées par le MAPAQ et l'ISQ à partir des Flux et stocks de capital fixe non résidentiel et de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations de Statistique Canada. Elles sont à utiliser avec prudence.

INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ (M\$)	2021	2022	VARIATION 2022/2021
Recettes monétaires agricoles totales	11 243,3	12 811,7	13,9 %
Livraisons manufacturières des aliments	29 178,8	31 319,8	7,3 %
Livraisons manufacturières des boissons et du tabac	5 561,7	5 424,9	-2,5 %
Demande alimentaire intérieure (G\$)	52,8	59,6	13,1 %
Ventes alimentaires au détail et circuits courts (G\$)	37,3	39,8	7,0 %
Ventes des services alimentaires (HRI) (G\$)	15,5	19,8	27,7 %
Exportations internationales de produits alimentaires	10 317,9	11 444,6	10,9 %
Importations internationales de produits alimentaires	8 012,2	9 696,5	21,0 %
CROISSANCE DES PRIX À LA CONSOMMATION (%)	2021	2022	
Aliments	2,5 %	9,2 %	s.o.
Aliments achetés en magasin	1,8 %	9,6 %	s.o.
Aliments achetés au restaurant	4,0 %	8,3 %	s.o.
Boissons alcoolisées	2,5 %	4,3 %	s.o.
Essence	30,2 %	32,2 %	s.o.
Ensemble des biens et services (inflation)	3,8 %	6,7 %	s.o.
AUTRES	2021	2022	VARIATION 2022/2021
Population totale (K)	8 602,3	8 695,7	1,1 %
Population active (K)	4 552,6	4 602,2	1,1 %
Taux de chômage (%)	6,1	4,3	↘
Taux d'emploi (%)	60,2	61,5	↗
Taux de change (\$ CA/\$ US)	79,78	76,85	7,0 %
Taux officiel d'escompte (%)	0,50	4,5	↗

ANNEXE 2 | VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE L'INDUSTRIE DES ALIMENTS, DES BOISSONS ET DU TABAC AU QUÉBEC EN 2021 ET 2022 (en millions de dollars)

CODE SCIAN	SECTEUR	2021	2022	VARIATION 2022/2021
	Total - Fabrication d'aliments, boissons et tabac	34 740 536	36 744 669	5,8 %
311	Fabrication d'aliments	29 178 799	31 319 772	7,3 %
3111	Fabrication d'aliments pour animaux	2 463 564	2 813 360	14,2 %
3112	Mouture de céréales et de graines oléagineuses	1 282 342	1 529 379	19,3 %
3113	Fabrication de sucre et de confiseries	1 444 010	1 680 367	16,4 %
3114	Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	2 266 634	2 345 338	3,5 %
3115	Fabrication de produits laitiers	7 017 798	7 467 494	6,4 %
3116	Fabrication de produits de viande	7 512 255	7 829 771	4,2 %
3117	Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	658 177	581 355	-11,7 %
3118	Boulangeries et fabrication de tortillas	2 462 958	2 159 120	-12,3 %
3119	Fabrication d'autres aliments	4 071 061	4 913 588	20,7 %
312	Fabrication de boissons et de produits du tabac	5 561 737	5 424 896	-2,5 %

Source: Statistique Canada; compilation et estimations du MAPAQ.

ANNEXE 3 | EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPES DE PRODUITS EN 2021 ET 2022 (en millions de dollars)

PRODUITS	VALEUR EN 2021	VALEUR EN 2022	VARIATION 2022/2021	PARTS EN 2022
TOTAL BIOALIMENTAIRE	10 317,9	11 444,6	11 %	100 %
Viande porcine	1 884,8	1 699,0	-10 %	15 %
Préparations de cacao	1 179,3	1 265,0	7 %	11 %
Fruits, légumes et leurs préparations	935,4	1 105,1	18 %	10 %
Oléagineux	943,2	915,9	-3 %	8 %
Préparations alimentaires diverses	774,8	913,6	18 %	8 %
Miel, érable et sucre	731,2	810,6	11 %	7 %
Produits céréaliers	641,8	695,3	8 %	6 %
Boissons	530,3	586,8	11 %	5 %
Poissons et fruits de mer	476,9	420,4	-12 %	4 %
Viandes de volaille et oeufs	404,2	472,2	17 %	4 %
Produits oléagineux	387,8	487,9	26 %	4 %
Céréales non transformées	226,2	428,6	90 %	4 %
Aliments pour animaux	197,0	246,5	25 %	2 %
Produits du café et du thé	190,0	309,0	63 %	3 %
Produits divers	188,2	235,8	25 %	2 %
Viande bovine	151,9	222,0	46 %	2 %
Produits laitiers	134,9	188,1	39 %	2 %
Animaux vivants	87,5	102,6	17 %	1 %
Pomme de terre	68,6	117,3	71 %	1 %
Autres groupes bioalimentaires	183,9	223,0	21 %	2 %

Source: Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

ANNEXE 4 | IMPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPES DE PRODUITS EN 2021 ET 2022 (en millions de dollars)

PRODUITS	VALEUR EN 2021	VALEUR EN 2022	VARIATION 2022/2021	PARTS EN 2022
TOTAL BIOALIMENTAIRE	8 012,2	9 696,5	21 %	100 %
Boissons	1 686,2	1 858,6	10 %	19 %
Fruits, légumes et préparations	1 621,0	1 835,7	13 %	19 %
Cacao et préparations	886,7	884,1	0 %	9 %
Poissons et fruits de mer	563,5	737,2	31 %	8 %
Miel, érable et sucre	484,8	692,4	43 %	7 %
Café, thé et produits	428,2	764,1	78 %	8 %
Produits céréaliers	381,4	461,1	21%	5 %
Produits divers	326,9	359,2	10 %	4 %
Produits laitiers	321,8	358,1	11 %	4 %
Produits oléagineux	259,2	359,1	39 %	4 %
Préparations alimentaires diverses	242,2	258,4	7 %	3 %
Viande porcine	124,8	125,9	1 %	1 %
Oléagineux	113,8	244,4	115 %	3 %
Aliments pour animaux	101,9	127,0	25 %	1 %
Céréales non transformées	100,6	181,0	80 %	2 %
Viande bovine	80,9	107,6	33 %	1 %
Animaux vivants	67,1	86,5	29 %	1 %
Viandes de volaille et oeufs	48,1	57,6	20 %	1 %
Pomme de terre	12,9	14,9	15 %	0 %
Autres produits bioalimentaires	160,4	183,6	14 %	2 %

Source: Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

ANNEXE 5 | FLUX ÉCONOMIQUES PRÉLIMINAIRES DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC EN 2021 (en millions de dollars)



Source: Statistique Canada, Pêches et Océans Canada - région du Québec, modèle intersectoriel de l'Institut de la Statistique du Québec, données sur le commerce en direct du Canada, et compilation du MAPAQ

Réalisation

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Sous-ministériat aux politiques bioalimentaires, aux programmes et à l'innovation
Direction des études et des perspectives économiques

Coordination

Félicien Hitayezu, directeur
Ulrich Zombre

Recherche et rédaction

Yvon Boudreau
Stéphane Lacharité
Éric Massicotte
Julius Olatounde
Josée Robitaille
Ricardo Vargas
Ulrich Zombre

Autre collaboration

Sous-ministériat aux pêches et à l'aquaculture commerciales

Révision linguistique

Sylvie Émond, L'Espace-mots

Conception graphique

Direction des communications

Photographies

Éric Labonté, Direction des communications
iStockphoto.com

© Gouvernement du Québec

Dépôt légal : 2023
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN 978-2-550-94734-9 (imprimé)
ISBN 978-2-550-94732-5 (PDF)

